



**FONDS MONÉTAIRE  
INTERNATIONAL**

# **RAPPORT A MI-PARCOURS DE L'ANNEE FISCALE 2024**

## **JANVIER 2024**



### **MEMBRES**

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo

### **PARTENAIRES**

Union Européenne, Luxembourg, Allemagne, France, Chine, Norvège, Pays-Bas, Suisse, Banque Européenne d'Investissement, Belgique

## MEMBRES



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée



Guinée-Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Togo

## PARTENAIRES



EUROPEAN UNION



# SOMMAIRE

<b>ABREVIATIONS ET ACRONYMES</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>I. RESULTATS DU RENFORCEMENT DE CAPACITÉ FOURNI</b>	<b>13</b>
A. BENIN	13
B. BURKINA FASO	14
C. COTE D'IVOIRE	15
D. GUINEE	17
E. GUINEE-BISSAU	19
F. MALI	20
G. MAURITANIE	21
H. NIGER	23
I. SENEGAL	24
J. TOGO	25
K. COMMISSION DE L'UEMOA	26
L. SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA	27
<b>II. SEMINAIRES ET ACTIONS DE FORMATION</b>	<b>29</b>
<b>III. EXECUTION DU BUDGET 2023-24 (EN DOLLARS ÉTATS-UNIS AU 31 OCTOBRE 2023)</b>	<b>34</b>
<b>IV. ETAT DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES POUR LE CYCLE IV AU 31 OCTOBRE 2023</b>	<b>35</b>
<b>ANNEXES DU RAPPORT</b>	<b>37</b>

## Abréviations et acronymes

AE	Autorisations d'engagement
AF	Année fiscale
AFRITAC	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique
AFW	AFRITAC de l'Ouest
AUT	Agence UMOA-titres
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCRG	Banque centrale de République de Guinée
BO	Bilan d'ouverture
CAD	Contrôle après dédouanement
CBMT/CDMT	Cadre budgétaire à moyen terme / Cadre de dépense à moyen terme
CDA	Commissionnaires en douane agréés
CDCP	Comptabilité en droits constatés et patrimoniale
CD-PORT	Capacity Development-Projects, Outputs, and Results Tracking
CE	Crédits d'engagement
CIAT	Inter-American Center of Tax Administrations
CNT	Comptes nationaux trimestriels
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
CP	Crédits de paiement
CREPMF	Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers
CUT	Compte unique du Trésor
DGB	Direction générale du budget
DGBF	Direction générale du budget et des finances
DGCI	Direction générale des contributions et des impôts
DGD	Direction générale des douanes
DGDP	Direction générale de la dette publique
DGI	Direction générale des impôts
DGID	Direction générale des impôts et des domaines
DGPEE	Direction générale des prévisions et des études économiques
DGT/DGTCP	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique
DIS	Direction de l'informatique et de la statistique
DLR	Direction de la législation et de la réglementation
DNB	Direction nationale du budget
DNEEP	Direction nationale des études économiques et prévisions
DNP-APD	Direction nationale de la dette et de l'aide publique au développement
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
DPAE	Direction de la prévision et de l'analyse économiques
DPEE	Direction de la prévision et des études économiques
DPB	Direction de la programmation budgétaire
DPBEP	Direction de programmation budgétaire et économique pluriannuelle
DPIB	Direction de la programmation des investissements publics
DPMC	Direction de la politique monétaire et du crédit
DPPD	Documents de programmation pluriannuelle des dépenses
DPPSE	Direction des prévisions, des politiques et des statistiques économiques
DRAR	Direction chargée du renseignement et de l'analyse de risque

DRED	Direction du renseignement et des enquêtes douanières
FAD	Département des finances publiques du FMI
FMI	Fonds monétaire international
FRAT	Outil d'évaluation des risques budgétaires
GAR	Gestion axée sur les résultats
GIZ	Coopération technique allemande
ICD	Institut pour le développement des capacités du FMI
INS/ INSTAT	Institut national de la statistique
IOTA	Intra-European Organisation of Tax Administrations
IPC	Indice des prix à la consommation
IPCE	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
IPI	Indice de production industrielle
IPPI	Indice des prix des produits industriels
ISORA	International Survey on Revenue Administration
MCM	Département des capitaux et des marchés monétaires du FMI
MQC	Modèles quasi-comptables
MSFP	Manuel de statistiques de finances publiques
SDMT	Stratégie de gestion de la dette à moyen terme
MTRS/SRMT	Stratégie de mobilisations des recettes à moyen-terme
NIF	Numéro d'identification fiscale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Organisation mondiale des douanes
ONS	Office national de la statistique
OTR	Office togolais des recettes
PAP	Projets annuels de performance
PCE	Plan comptable de l'Etat
PED	Plans d'engagement des dépenses de l'Etat
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Évaluation de la gestion de l'investissement public
PPAT	Projet pluriannuel d'assistance technique
PPP	Partenariat public privé
PTE	Plans de trésorerie de l'Etat
RC	Renforcement de capacité
RBM	Results Based Management
RWA	Actifs à risques pondérés
SCN	Système de comptabilité nationale
SDMT	Stratégie de la dette à moyen-terme
SFP	Statistiques des finances publiques
SGCBU	Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA
SYSGEX	Système de gestion des exonérations
SYDONIA	Système douanier automatisé
TADAT	Tax Administration Diagnostic Assessment Tool
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
TRE	Tableau des emplois ressources
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

UE  
UEMOA  
UMOA

Union européenne  
Union économique et monétaire ouest-africaine  
Union monétaire ouest-africaine

# INTRODUCTION

1. **2023 a été une année difficile pour l'activité des économies d'Afrique subsaharienne selon les perspectives économiques régionales du FMI.** Le choc inflationniste consécutif à la guerre en Ukraine a entraîné une hausse des taux d'intérêt dans le monde entier, ce qui s'est traduit par un ralentissement de la demande internationale, des écarts élevés et des pressions continues sur les taux de change. En conséquence, la croissance en 2023 devrait chuter pour la deuxième année consécutive, à 3,3 % contre 4 % en 2022.

2. **La région devrait se redresser en 2024, avec une croissance qui atteindra 4 %, une reprise dans les quatre cinquièmes des pays d'Afrique subsaharienne,** et de bonnes performances dans les pays qui ne consomment pas beaucoup de ressources. Les déséquilibres macroéconomiques s'améliorent également - l'inflation est en baisse dans la plupart des pays de la région et les finances publiques sont progressivement assainies.

3. **Mais le rebond n'est pas garanti.** Un ralentissement des efforts de réforme, une augmentation de l'instabilité politique dans la région, ou des risques externes (y compris le ralentissement de la Chine) pourraient compromettre la croissance.

4. Dans ce contexte, les priorités politiques sont les suivantes :

- **S'attaquer à l'inflation:** Pour les pays où l'inflation est élevée mais en baisse, une "pause" peut être justifiée, avec des taux maintenus aux niveaux élevés actuels jusqu'à ce que l'inflation se stabilise.
- **Resserrement de la politique monétaire :** Maintenir les taux aux niveaux élevés actuels jusqu'à ce que l'inflation soit fermement engagée sur la voie de l'objectif. Dans les pays où l'inflation continue d'augmenter, un nouveau resserrement monétaire peut être nécessaire jusqu'à ce qu'il y ait des signes clairs de ralentissement de l'inflation.
- **Gérer les pressions sur les taux de change:** Pour les pays à parité fixe, la politique monétaire doit être alignée sur celle du pays d'ancrage afin de préserver la stabilité extérieure et d'éviter une aggravation des tensions sur les taux de change afin de préserver la stabilité extérieure et d'éviter de nouvelles pertes de réserves. Dans les pays où les taux de change sont flottants, il faut laisser les monnaies s'ajuster autant que possible, car les efforts pour résister aux mouvements basés sur les fondamentaux ont un coût important. L'ajustement doit s'accompagner d'autres mesures politiques, à savoir une politique monétaire plus stricte pour maîtriser l'inflation, un soutien ciblé aux pauvres, des réformes structurelles pour renforcer le secteur des exportations, et un assainissement budgétaire là où il est nécessaire.

5. **Pour une grande partie de la région, la politique budgétaire doit s'adapter à une enveloppe de financement plus restreinte et à des vulnérabilités accrues en matière d'endettement.** Cela implique une meilleure mobilisation des recettes intérieures, une approche stratégique des dépenses, des emprunts prudents et l'ancrage de la politique budgétaire dans un cadre à moyen terme crédible par le biais d'un cadre crédible à moyen terme. Dans les pays où la dette est insoutenable, une restructuration de la dette peut également s'avérer nécessaire. Avec des besoins de

développement importants et une marge de manœuvre budgétaire limitée, la plupart des pays ont besoin d'un soutien financier plus important de la part des donateurs.

6. **Pour accompagner ses pays membres face aux différents défis dans cet environnement, AFRITAC de l'Ouest a apporté divers appuis** à travers des missions à distance et en présentiel ainsi que des formations. A cet égard, ce rapport à mi-parcours couvre les activités menées par le centre au cours du premier semestre (mai - octobre 2023) de l'année fiscale 2024.

7. **Pour ce qui est des nouvelles du personnel de l'AFRITAC de l'Ouest, au cours du premier semestre, le Centre a connu les départs** de MM Chaker Soltani et Nicolas Kacou, respectivement anciens conseillers en Gestion de la dette et développement des marchés financiers et en statistiques de finances publiques. AFW a enregistré l'arrivée de monsieur Oumar Dissou, recruté comme conseiller régional en Gestion de la dette et développement des marchés financiers et l'arrivée de mademoiselle Guei Sefora, recrutée comme assistante administrative.

8. **Le Centre a continué à renforcer la collaboration.** AFRITAC de l'Ouest a reçu dans ses locaux une équipe de l'Agence française pour le développement (AFD-Golfe de Guinée), l'ambassadeur des Pays-Bas en Côte d'Ivoire et des représentants du Trésor Américain.

9. **Le Centre a également reçu la visite du Directeur Afrique M. Sélassié**, de la Cheffe de division M2 du Département des finances publiques du FMI, Mme Aslan et de la nouvelle Représentante résidente du FMI en Côte d'Ivoire, Mme Touré.

10. **Par ailleurs, le Directeur de l'AFRITAC de l'Ouest a effectué une visite de courtoisie et de travail à la délégation de l'Union européenne à Abidjan.** Il a également effectué une visite de travail au Sénégal pour rencontrer, les autorités sénégalaises, les grandes directions bénéficiaires de l'assistance technique, la BCEAO et l'ambassade du Luxembourg au Sénégal.

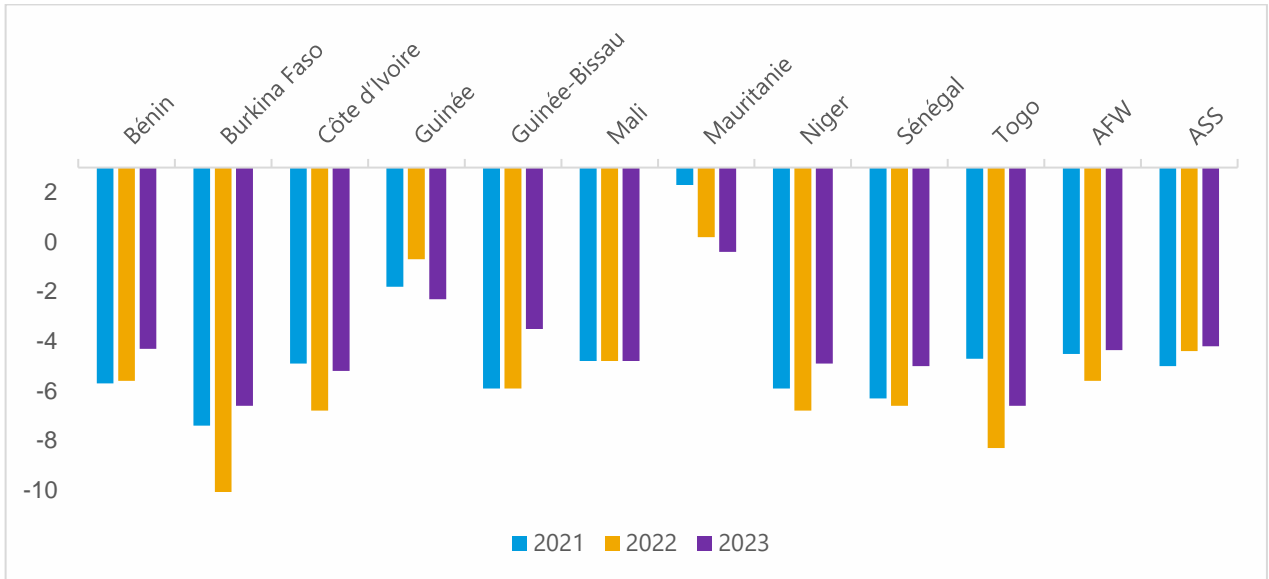
Tableau 1. Taux de croissance du PIB réel des pays de l'AFRITAC de l'Ouest (en pourcentage)

	2021	2022	2023
Bénin	7.2	6.3	5.5
Burkina Faso	6.9	1.5	4.4
Côte d'Ivoire	7.0	6.7	6.2
Guinée	5.0	4.3	5.9
Guinée-Bissau	6.4	4.2	4.5
Mali	3.1	3.7	4.5
Mauritanie	2.4	6.5	4.5
Niger	1.4	11.9	4.1
Sénégal	6.5	4	4.1
Togo	6	5.8	5.4
AFW	5.1	5.4	4.9
ASS	4.7	4	3.3

Source : FMI, base de données des Perspectives économiques régionales.

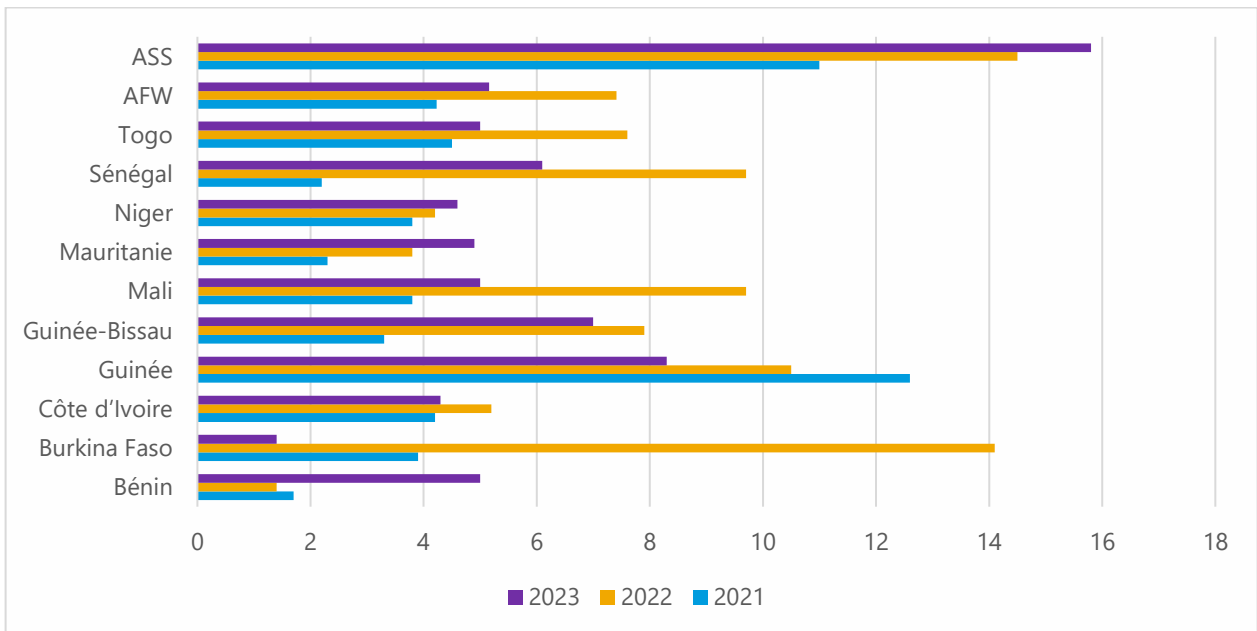


Graphique 1. Solde budgétaire (en pourcentage du PIB)



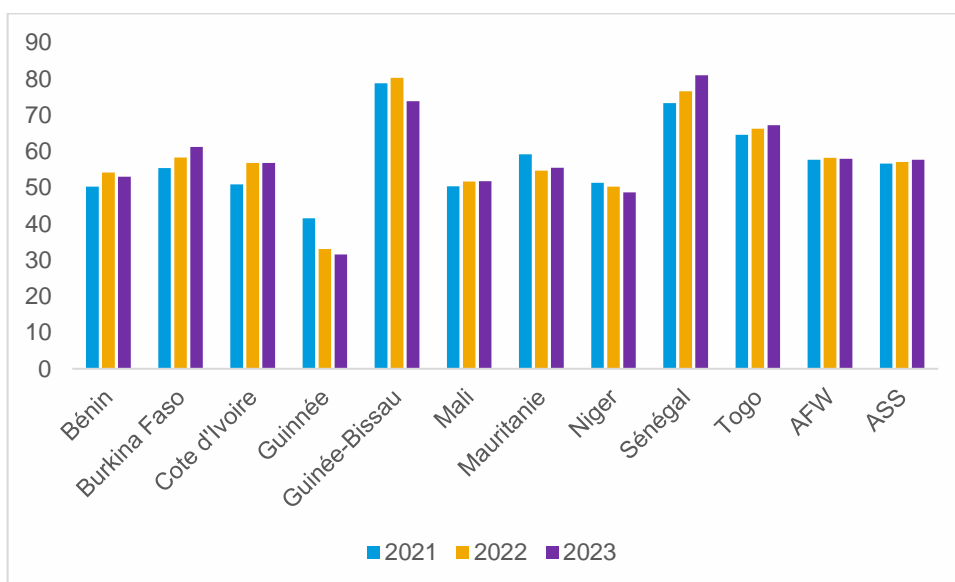
Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales.

Graphique 2. Variation des prix de 2020 à 2022 (en pourcentage)



Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales.

Graphique 3. Evolution de la dette publique (en pourcentage du PIB)



Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales.

11. **Le Centre a conduit 56 missions au cours du premier semestre sur 174 missions programmées pour l'AF 2024 (Tableau 2).** Ce fait s'explique par la situation politique dans trois pays et le défi sécuritaire au Sahel qui a conduit au report et à l'annulation de plusieurs missions. Par ailleurs, huit webinaires/séminaires ont été organisés de mai à octobre 2023.

12. La Guinée, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie font partie des bénéficiaires ayant reçu plus de renforcement de capacité (RC) en termes de nombre de missions réalisées au premier semestre (Graphique 4).

13. **S'agissant de sa politique de communication, AFRITAC de l'Ouest poursuit l'animation à travers plusieurs volets.** Cela comprend la mise à jour de son site internet, de sa page Facebook en annonçant les activités à venir, en partageant la newsletter trimestrielle en français et en anglais ainsi que plusieurs activités du FMI. Le centre met également en ligne, à la disposition des membres de son comité d'orientation, les comptes rendus de mission sur la plateforme PartnerConnect du FMI.

Graphique 4. Exécution du programme de travail de l'AF 2024 (Situation au 31 octobre 2023)

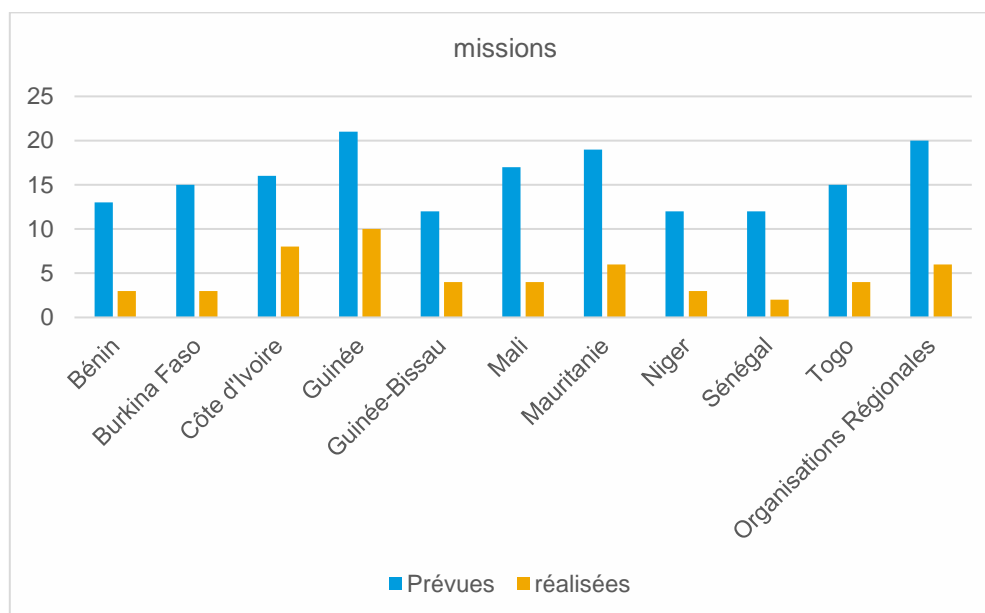


Tableau 2. Exécution du programme de travail AF2024, par domaine (Situation au 31 octobre 2023)

Domaine d'activités	Programme initial (nombre de missions)	Missions réalisées AF2024
Administration douanière	16	4
Administration fiscale	31	12
Gestion des dépenses-Budget	14	5
Gestion des dépenses-Trésor	17	3
Statistiques de finances publiques	23	5
Statistiques du secteur réel	16	5
Gestion de la dette publique	19	7
Supervision bancaire	24	7
Analyse macro-budgétaire	14	8
<b>TOTAL</b>	<b>174</b>	<b>56</b>

14. Parmi les résultats de l'assistance technique du premier semestre figurent :

- L'adoption d'une stratégie globale de mobilisation des recettes pour la période 2024-2028 au Bénin sous la direction des Départements Afrique (AFR) et des finances publiques (FAD) du FMI.
- La proposition d'un schéma organisationnel cible pour l'implémentation du Contrôle interne comptable (CIC) ainsi qu'une feuille de route pour la mise en place du CIC au Burkina Faso.

- La proposition d'une approche progressive pour introduire la budgétisation sensible au climat et mieux intégrer les questions climatiques dans la gestion des investissements publics en Côte d'Ivoire.
- La formalisation d'un premier projet d'instruction relatif au ratio de couverture des liquidités (LCR) en République de Guinée, prenant en compte les spécificités locales et le principe de proportionnalité.
- L'élaboration d'un document, qui après quelques compléments, a constitué le premier document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) en Guinée-Bissau.
- La proposition d'un plan de modernisation des systèmes informatiques (IT) à court, moyen et long terme en administration fiscale en Mauritanie.
- L'élaboration d'une méthodologie d'inspection sur place en Mauritanie dans le domaine de la gouvernance en supervision bancaire qui vise notamment à dépasser les aspects formels de la conformité pour mieux évaluer le fonctionnement concret des organes de gouvernance, la qualité de leur travail et l'aptitude de leurs membres.

# I. RESULTATS DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS FOURNI

15. Cette section présente les objectifs et les résultats dégagés des activités conduites pour le compte des bénéficiaires du RC du Centre au cours du premier semestre de l'AF 2024.

## A. Bénin

### Administration fiscale

16. **Appui à l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme (mai-juin et août-septembre 2023).** A la suite de la dernière mission d'assistance technique en avril dernier, le Centre a apporté son concours aux cadres de l'administration fiscale béninoise qui participent à l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme (SRMT).

17. Ces travaux, conduits en étroite collaboration avec le Département Afrique (AFR) et le Département des finances publiques (FAD) du FMI, visaient, dans une démarche inclusive regroupant l'ensemble des régies financières (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes, Direction générale du trésor et de la comptabilité publique et Agence nationale du domaine et du foncier), à doter le Bénin d'une stratégie globale de mobilisation des recettes pour la période 2024-2028 (questions de politique fiscale et réformes d'administrations fiscale et douanière) qui a été validée en septembre 2023.

### Analyse macro-budgétaire

18. **Accompagnement à l'élaboration de la déclaration sur les risques budgétaires 2024, juillet – octobre 2023.** L'accompagnement qui était axé sur la mise en œuvre des recommandations de la mission d'avril 2023, s'est fait à distance, à travers des réunions, des revues de documents et la participation de l'expert à des réunions de l'assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest concernant les entreprises publiques (10-18 août 2023).

19. Au total, la Déclaration sur les Risques Budgétaires (DRB) contient de très nettes améliorations en termes de quantification des risques. Ces progrès méritent d'être approfondis en garantissant la disponibilité de ressources humaines adéquates et en renforçant la coordination entre structures du ministère de l'Économie et des finances (MEF) et du reste de l'administration béninoise. Les points forts de la présente DRB résident principalement dans le cadre analytique, la présentation graphique et la mise en forme et l'analyse des risques macroéconomiques.

20. **Renforcer l'analyse des risques budgétaires liés aux entreprises et à la dette publique, du 10 au 18 août 2023.** Cette mission avait pour objectif d'approfondir l'analyse et la gestion des risques budgétaires liés aux entreprises et à la dette publiques et d'appuyer ainsi l'atteinte d'un repère structurel au titre du programme avec le FMI, relatif à la quantification des risques budgétaires. Les travaux de la mission se sont déroulés sous la forme d'ateliers de travail réunissant une vingtaine de cadres et Directeurs.

21. Au terme des travaux, la mission a remis aux autorités des propositions d'amendements sur les chapitres « risques macroéconomiques » et « dette publique », ainsi qu'une proposition de maquette détaillée pour les chapitres « entreprises publiques » et « garanties et prêts rétrocédés » de la déclaration sur les risques budgétaires. Plusieurs recommandations ont été discutées avec les autorités. Elles ont été déclinées dans un plan d'actions détaillé.

## B. Burkina Faso

### Administration fiscale

22. **Approfondissement de l'analyse risque dans la programmation automatisée du contrôle fiscal (juin 2023).** La mission conduite à Ouagadougou du 22 mai au 2 juin 2023 a permis aux autorités de poursuivre et approfondir les travaux menés en matière d'analyse risque dans la programmation du contrôle fiscal. La mission a poursuivi les travaux en cours pour automatiser la programmation du contrôle fiscal sur la base des risques et de renforcer le cadre méthodologique de cet exercice. Les principaux résultats de cette mission sont : la préparation d'un cahier de spécifications pour l'implémentation des règles définies ; l'organisation de trois ateliers pratiques pour l'appropriation des règles définies notamment celles portant sur les règles sectorielles, les recoupements, les règles d'évolution et de cohérence ; la mise en place d'un chronogramme d'implémentation des règles en vue de la production du programme automatisé de contrôle de l'exercice 2024 ; la conception d'une fiche de suivi des enquêtes fiscales.

### Gestion des dépenses publiques-Trésor

23. **Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale par le contrôle interne comptable du 8 au 19 mai 2023.** La mission a fait l'état de la mise en œuvre des recommandations précédentes, évalué le dispositif de contrôle interne comptable (CIC) existant, proposé un schéma organisationnel cible pour l'implémentation du CIC ainsi qu'une feuille de route pour la mise en place du CIC.

24. Au titre des principaux constats, la mission a noté : (i) un besoin de renforcer l'appropriation et le suivi de la mise en œuvre des recommandations ; (ii) quelques avancées probantes ; et (iii) une nécessité de clarifier la notion de contrôle interne telle qu'elle figure dans le décret portant organisation type des départements ministériels.

### Statistiques de finances publiques

25. **Renforcement des capacités et consolidation des opérations financières des administrations publiques - du 17 au 28 juillet 2023.** Objectifs : (i) sensibiliser et renforcer les capacités de la Cour des Comptes, de la Commission Finances et Budget (COMFIB) de l'Assemblée Législative de Transition (ALT), de certains acteurs de la société civile et des membres du Comité SFP sur la méthodologie du MSFP 2014 ; (ii) affiner le TOF consolidé des administrations publiques au titre des exercices 2020 et 2021 ; (iii) examiner les sources de données pour l'extension du champ de couverture des SFP aux sociétés publiques ; et (iv) réfléchir sur les moyens d'améliorer la diffusion du TOFE actuel et des autres statistiques de finances publiques.

26. Constats et résultats : les objectifs ont été globalement atteints. Des sessions de formation et de sensibilisation sur les SFP, en particulier le TOFE, ont été tenues au profit d'une soixantaine de participants. S'agissant de l'affinement du TOF consolidé des administrations publiques, au titre des

exercices 2020 et 2021, la mission a effectué des visites d'échanges et de collecte de données auprès du Fonds d'intervention pour l'environnement (FIE), de la Direction de la tutelle financière des collectivités territoriales (DTFCT) et de la Perception spécialisée du ministère des Mines et carrières (PS/ Mines). Cela a contribué à disposer de TOF consolidé au titre de 2020 et 2021. Quant à l'extension du champ de couverture des SFP, le Burkina est en bonne voie pour produire la situation des opérations (TOF) des sociétés publiques en 2023. En effet, un atelier de réflexion a été tenu avec les producteurs de données financières desdites sociétés publiques. Cela a permis de disposer d'une table de passage entre le plan comptable des sociétés publiques et la classification du MSFP 2014. Enfin, relativement aux échanges sur les moyens d'améliorer la diffusion du TOFE actuel et des autres SFP, les autorités à travers la ministre déléguée chargée du budget ont donné des instructions pour que les productions statistiques de la DSOFE soient publiées sur le site web du MEFP.

## C. Côte d'Ivoire

### Administration fiscale

27. **Présentation du concept de stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme** (Abidjan, 22 juin 2023). Aux côtés du Représentant résident du FMI en Côte d'Ivoire et du Département des finances publiques (FAD) du FMI, le Centre a participé à la réunion de présentation du concept de stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme (SRMT).

28. **Cette rencontre de très haut niveau a connu la participation des hauts responsables** des ministères du Plan et de l'investissement, de l'Economie et des finances, du Budget et du portefeuille de l'Etat, ainsi que les responsables des administrations fiscale, douanière, du trésor et de la comptabilité publique. Cela a permis de présenter l'approche SRMT et ses 4 composantes interdépendantes (un large consensus politique sur des objectifs chiffrés, une réforme globale du système fiscal pour les atteindre, un engagement permanent des autorités et un soutien extérieur coordonné). La rencontre a également permis de détailler les différentes étapes de l'élaboration du SRMT, ses structures de gouvernance et, forts des leçons tirées des autres pays, les défis à surmonter.

### Gestion des dépenses publiques-Trésor

29. **Atelier de formation sur la prévision et la gestion de la trésorerie de l'Etat du 10 au 14 juillet 2023.** L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités des cadres en prévision et gestion de la trésorerie de l'Etat. L'atelier qui s'est tenu à Yamoussoukro a connu la participation d'une vingtaine de cadres de la Direction générale des financements (DGF), de la Paierie générale de la dette publique, du Contrôle, financier, et du Cabinet du MEF, impliqués dans la gestion de la trésorerie de l'Etat et la mobilisation des ressources de marché.

30. L'atelier a fait l'objet de douze présentations suivies d'échanges autour des concepts, outils, techniques et enjeux de la prévision et de la gestion de la trésorerie de l'Etat et d'un cas pratique de synthèse.

### Gestion des dépenses publiques-Budget

31. **Renforcement de la capacité de suivi de la performance de la gestion des finances publiques (GFP) - Formation des indicateurs PEFA, du 12 au 16 juin 2023.** L'appui était sous forme d'une formation en présentiel sur les principaux indicateurs du cadre d'évaluation de la gestion des finances publiques (PEFA) à l'attention des membres du Comité Technique de Suivi (CTS) et de la

Cellule Technique de Coordination (CTC) du Projet d'appui à la gestion économique et financière (PAGEF) du ministère de l'Économie et des finances. La formation a présenté le cadre général d'évaluation et le détail des indicateurs, en sensibilisant également les participants aux nouvelles composantes climat et genre du cadre PEFA.

32. **La présentation des indicateurs a également été l'occasion d'échanges sur les réformes récentes de la GFP menées par la Côte d'Ivoire.** Outre les représentants du PAGEF, la formation a réuni des participants issus des principales structures concernées par l'évaluation PEFA, en l'espèce : la direction générale du budget et des finances, la direction générale du trésor et de la comptabilité publique, la direction générale des impôts, la direction générale des douanes, la direction générale de l'économie, la direction des affaires financières et du patrimoine, la direction du contrôle financier, l'inspection générale des finances, l'inspection générale d'État, et la Cour des comptes.

### Analyse macro-budgétaire

33. **Intégrer la gestion des risques budgétaires dans le cycle budgétaire et améliorer les analyses de la déclaration de risques budgétaires (DRB), 5 au 16 juin 2023.** La mission visait à approfondir les pratiques de gestion des risques budgétaires. La mission a animé un atelier d'évaluation de la DRB annexée au projet de loi de finances (PLF) de 2023. Cet atelier a été l'occasion de renforcer les capacités en matière d'analyse des risques budgétaires d'une vingtaine de participants issus des différentes administrations membres du comité DPBEP-DRB, de partager les expériences internationales et d'identifier les pistes d'amélioration de la DRB.

34. **Au cours des discussions bilatérales, les pistes d'amélioration de la quantification des risques** et d'une meilleure intégration de la gestion des risques budgétaires dans le cycle budgétaire ainsi qu'à présenter les outils développés par le FMI ont été approfondis. Un ensemble de recommandations et un plan d'actions ont été proposés afin de conforter la pratique d'analyse de risques budgétaires en Côte d'Ivoire.

35. **Intégrer le changement climatique dans la gestion des finances publiques et des investissements publics, à distance du 12 au 14 juillet et sur place du 7 au 18 septembre 2023, avec FAD.** La mission, conduite par Mme Cigdem Aslan, cheffe de division à FAD, a évalué la possibilité d'introduire des pratiques de gestion verte des finances publiques (GFP), en s'appuyant sur le cadre de GFP vert du FMI, et a évalué la mesure dans laquelle les considérations relatives au changement climatique sont prises en compte dans le cycle de gestion des investissements publics (GIP), à l'aide du module climatique de l'évaluation de la gestion des investissements publics (C-PIMA).

36. **La mission a constaté que l'intégration des questions climatiques dans les systèmes de GFP** et de GIP en Côte d'Ivoire n'en est qu'à ses débuts, avec toutefois une série d'initiatives en cours. La mission a recommandé une approche progressive pour introduire la budgétisation sensible au climat et mieux intégrer les questions climatiques dans la GIP, en s'appuyant sur les forces existantes et les réformes en cours dans le système de GIP.

### Gestion de la dette

37. **Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme- SDMT- du 10 au 19 mai 2023.** La mission a noté les progrès réalisés par les autorités en matière de gestion de la dette publique, en particulier l'amélioration de la résilience du portefeuille de la dette aux chocs éventuels de taux d'intérêt et de taux de change. Elle a fait des suggestions pour surmonter les difficultés rencontrées lors de la préparation



de la SDMT et la mise en œuvre de la stratégie de financement qui sera choisie. La mission a également fait des suggestions pour améliorer le contenu du document de la stratégie.

38. **Appui à la préparation du projet de loi portant politique nationale d'endettement et de gestion de la dette publique -avril -septembre 2023.** AFRITAC de l'Ouest a aidé la Direction générale des Financements à améliorer le contenu du projet de loi portant politique nationale d'endettement et de gestion de la dette publique. L'adoption du projet de loi par le Conseil des Ministres au plus tard fin septembre 2023 est un repère dans le cadre du programme économique et financier soutenu par le FMI. Le projet de loi a été approuvé par le Conseil des Ministres le 28 septembre 2023.

## Statistiques du secteur réel

39. **Statistiques de Comptabilité Nationale.** Les travaux du 19 au 30 juin 2023 ont consisté à appuyer l'Institut national de la statistique (INS) de la Côte d'Ivoire dans l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA) définitifs de l'année 2020. Cette mission portait plus spécialement sur l'examen et la validation du traitement des différentes sources avec un accent particulier sur la formation à ces travaux des agents récemment recrutés (au nombre de dix pour la Direction de la comptabilité nationale). La mission a assisté l'INS dans le traitement des sources pour les CNA définitifs de 2020. Elle s'est focalisée sur deux axes de travail en vue d'atteindre cet objectif.

## D. GUINEE

### Administration douanière

40. **Renforcement de la fonction d'évaluation en douane du 10 au 21 juillet 2023.** La majorité des recommandations préconisées en août 2022 a été partiellement exécutée. La stratégie lancée en février 2019 a certainement souffert des conséquences néfastes provoquées par la crise sanitaire. Les quelques mesures de renforcement fournies devraient permettre de réaliser un saut qualitatif afin d'atteindre les objectifs fixés par la stratégie adoptée.

### Administration fiscale

41. **Appui à la mise à jour du plan de mobilisation des recettes du 29 mai au 9 juin 2023.** Pour aider la Direction générale des impôts à atteindre l'objectif de 13,500 milliards GNF fixée en 2023, un plan de mobilisation des recettes 2023-2024 a été préparé. A partir d'un diagnostic participatif, une stratégie de collecte structurée autour de 3 piliers a été formulée. 5 actions visant à accroître le nombre de contribuables fidélisés ont été ensuite documentées, y compris un projet de circulaire sur le prélèvement forfaitaire, ainsi que 10 initiatives destinées à améliorer la sincérité des déclarations.

42. **Appui à la préparation du plan stratégique de la DGI du 05 – 16 juin 2023.** AFW a apporté son concours à cette mission conduite par le Département des finances publiques (FAD) du FMI. Elle a permis de définir le cadre conceptuel de cet important outil dont l'objectif stratégique sera adossé sur la réduction du gap fiscal de la Guinée. L'équipe en charge de cette activité a également été formée aux règles de la planification stratégique.

43. **Phase 1 de l'appui au groupe de travail en charge de la préparation du plan stratégique de la DGI du 23 au 27 octobre 2023.** AFW accompagne la conception en cours du premier plan stratégique de l'histoire de l'administration fiscale Guinéenne. La première phase de cet appui a permis d'évaluer les travaux à mi-parcours, d'affiner le diagnostic stratégique et de formuler des

recommandations en vue de garantir la finalisation de ce document au cours de la 2e phase de l'assistance technique prévue du 27 novembre au 8 décembre 2023.

## Supervision et restructuration bancaires

44. **Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) – Ratio de liquidité à court terme – du 3 au 13 octobre 2023.** La mission, d'une durée de deux semaines et réalisée sur place, portait sur le démarrage des travaux de mise en place du ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio -LCR-) en République de Guinée.

45. **Les travaux, effectués en atelier, ont permis de formaliser un premier projet d'instruction relatif au LCR,** prenant en compte les spécificités locales et le principe de proportionnalité, et, sur la base de ce document, d'élaborer un modèle qui pourra servir de support à une étude d'impact. Au cours de la mission, des réunions ont été organisées par la BCRG avec des banquiers locaux afin d'évaluer tout risque de difficultés dans la transposition du LCR.

## Statistiques du secteur réel

46. **Statistiques de Comptabilité Nationale – du 30 octobre au 3 novembre 2023.** Les estimations préliminaires pour la nouvelle année de base (2018) des comptes nationaux (CN) suivant le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) ont été présentées par l'Institut national de la statistique (INS) de la Guinée au cours d'un atelier de revue par les pairs de cinq jours. Plusieurs questions ont été discutées et des recommandations spécifiques ont été faites pour améliorer les estimations finales pour l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation minière, en utilisant le cadre du tableau des ressources et des emplois (TRE). La mission a noté des efforts significatifs dans la mise en œuvre des recommandations de la mission d'assistance technique organisée en avril 2023 sur la mise à jour de l'année de référence de 2006 à 2018 et la migration du SCN 1993 au SCN 2008.

## Statistiques de finances publiques

47. **Poursuite de l'amélioration de la production des statistiques de finances publiques conformément au MSFP 2014- du 17 au 28 octobre 2023.** La mission a : i) fait le point sur la mise en œuvre des recommandations de la mission précédente, ii) examiné les sources de données et les données primaires requises pour l'élaboration du TOF de l'ACB selon le MSFP 2014, iii) finalisé le TOF ACB a fin juillet 2023 selon le MSFP 2014, iv) codifié le plan comptable de l'Etat suivant les classifications du MSFP 2014 pour produire un TOF de l'ACB à partir de la balance générale des comptes du Trésor (BGCT), exercice 2022, v) produit une situation des actifs financiers et des passifs de l'ACB, vi) examiné les sources de données pour l'extension du champ de couverture des SFP aux autres sous-secteurs du secteur public, et vii) mis à jour la matrice d'actions pour la compilation des SFP en cohérence avec le MSFP 2014.

## Gestion des dépenses publiques-Budget

**Budgétisation sensible au climat et au genre du 18 au 29 septembre 2023.** AFRITAC de l'Ouest a participé à la mission de FAD sur l'introduction de la budgétisation sensible au climat (BSC) et de la budgétisation sensible au genre (BSG) dans le cycle budgétaire en Guinée. La mission a fait le renforcement des capacités des acteurs à appréhender les concepts et les outils modernes liés. Elle a fait notamment un atelier sur les concepts et les bonnes pratiques en matière de BSC/BSG et un atelier sur les problématiques d'analyse et de marquage des dépenses sensibles au climat et au genre.

## Analyse macro-budgétaire

48. **Mettre en place des outils et de bonnes pratiques de prévision des recettes, du 24 avril au 5 mai 2023.** La mission visait à améliorer la pratique et les outils de prévision des recettes budgétaires et de simulation d'impact de mesures fiscales nouvelles. Dans le cadre d'un atelier, la mission a rappelé le cadre méthodologique de projection des recettes et les enjeux liés au calendrier et au processus d'identification et d'évaluation de l'impact des mesures nouvelles.

49. **A la fin de la mission, un outil de prévision des recettes portant sur 7 principaux impôts et son manuel de l'utilisateur** ont été livrés mais les estimations devraient être reprises une fois que les données fines auront été rendues disponibles. De même, un outil de simulation d'impact de mesures fiscales nouvelles et son manuel de l'utilisateur ont été fournis. Des recommandations visant à renforcer la couverture, à opérationnaliser et améliorer la qualité de ces outils ont été formulées.

## Gestion de la dette publique

50. **Renforcement des pratiques d'élaboration de la stratégie de gestion de dette à moyen terme- du 26 avril au 05 mai 2023.** La mission a renforcé les compétences des services impliqués dans la gestion de la dette publique à l'utilisation du cadre de préparation de la stratégie de gestion de dette à moyen terme préconisé par le FMI et la Banque mondiale. Elle a donné des orientations sur les types de financement que l'Etat devrait mobiliser pour atténuer les vulnérabilités identifiées dans le portefeuille de la dette et a offert des conseils sur l'appropriation de la stratégie qui sera retenue pour qu'elle serve de boussole pour les choix de financement.

# E. Guinée-Bissau

## Administration fiscale

51. **Plan de fiabilisation du fichier des contribuables et renforcement du niveau de connaissance et d'utilisation de KONTAKTU du 9 au 20 octobre 2023.** La mission a : (i) audité les données du registre des contribuables ; (ii) automatisé une première série de corrections des données et élaboré un plan de modernisation pour la suite, en définissant trois axes d'amélioration : relier le fichier au registre de commerce, poursuivre la géolocalisation et identifier les dirigeants et principaux détenteurs du capital des entreprises. S'agissant de la plateforme de services en ligne, KONTAKTU, la mission a : (i) mis à jour la documentation ; (ii) défini un plan de formation avec un certain nombre d'outils didactiques à l'appui ; (iv) apporté des améliorations à l'outil pour suivre l'activité des agents sur la plateforme (fréquence des accès individuels et traçabilité des opérations) ; et (v) travaillé sur des scripts pour automatiser certaines tâches.

## Gestion des dépenses publiques-budget

52. **Poursuite de l'appui à l'élaboration des documents de programmation budgétaire à moyen terme - du 16 – 20 octobre 2023 (mission conjointe avec le conseiller en analyse macro-budgétaire).** Les travaux ont permis d'élaborer un document, qui après quelques compléments, a constitué le premier document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) en Guinée Bissau. Les réunions avec l'équipe technique mis en place ont porté sur les pistes d'amélioration à très court terme du document. Les prochaines étapes de renforcement des procédures et des capacités ont également été définis. La mission a préparé un projet d'arrêté portant création d'un Comité DPBEP simplifié et pratique qui correspond au contexte Bissau-guinéen.

## Statistiques de finances publiques

53. **Mise en œuvre de la directive N°10 de l’UEMOA portant TOFE - Production des tableaux du cadre d’analyse minimum – du 5 au 9 juin 2023.** Le soutien du centre a permis d’affiner et de finaliser le TOFE et la situation de la dette de l’administration centrale budgétaire. Les sources de données ont été actualisées et les recommandations ont été faites pour la collecte et l’élaboration du bilan financier. Relativement au flux de trésorerie, en absence des données de la balance, un outil a été développé et mis à la disposition des compilateurs des statistiques de finances publiques (SFP) pour la production dudit tableau à partir des informations validées par le comité de trésorerie. Relativement à l’élargissement du champ de couverture des SFP, la mission, en collaboration avec les compilateurs et producteurs de données primaires, a identifié un échantillon d’établissements publics pour débiter le TOFE du sous-secteur des unités extrabudgétaires.

## Gestion de la dette

54. **Renforcement des capacités en matière de préparation de la stratégie de gestion de dette à moyen terme - du 23 octobre – 3 novembre 2023.** La mission a renforcé les capacités analytiques des agents du ministère de l’Économie et des Finances sur la démarche de préparation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et les a guidés dans son application aux données de la dette de la République de Guinée-Bissau à l’environnement macro-budgétaire et aux sources de financement disponibles à la Guinée-Bissau. Elle a également fourni des conseils pour la finalisation et l’appropriation du document de la stratégie de gestion de la dette pour la période 2024-27, sa mise en œuvre réussie et son suivi.

## F. Mali

### Gestion des dépenses publiques-Trésor

55. **Poursuite de l'appui à mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP) à travers la revue qualité des états financiers annuels - du 02 – 13 octobre 2023.** La mission a examiné la mise en œuvre des recommandations des précédentes missions, analysé les états financiers des exercices 2019 à 2021 et identifié les principaux défis pour la production à bonne date et l’amélioration de la qualité de ces états financiers. Elle a formulé des recommandations visant notamment à compléter et à améliorer le projet de rapport d’assainissement de la balance générale des comptes et faciliter son approbation et à accélérer la finalisation des interfaces entre le système d’information comptables et celui des administrations pourvoyeuses de données à la comptabilité générale.

### Administration fiscale

56. **Appui à la modernisation de l’administration des moyennes entreprises de Bamako- du 26 juillet au 08 aout 2023.** Cette activité de renforcement des capacités a aidé l’administration fiscale malienne à renforcer la gestion des centres des impôts des moyennes entreprises (CIME) d’une part et à peaufiner le plan post-TADAT dans le secteur des moyennes entreprises d’autre part. en rappel , après la mission d’évaluation TADAT conduite par le FMI en avril 2023, les autorités maliennes ont sollicité la mise en place d’un plan post -TADAT pour consolider les acquis et corriger les faiblesses constatées lors de l’évaluation. Ce plan post-TADAT couvre tous les segments d’administration de la population fiscale malienne. Les travaux de la mission ont permis : la simplification du dispositif de mobilité des dossiers entre segments, l’appui à l’élargissement des fichiers des CIME avec 1081

contribuables potentiels à fidéliser pour élargir le répertoire, la mise en place d'actions de renforcement du civisme fiscal centrées sur la maîtrise de la défaillance, et la mise en place d'un dispositif pour faciliter et poursuivre les actions définies par la mission.

## Statistiques de finances publiques

57. **Migration des statistiques de finances publiques aux normes et principes du MSFP 2014 du 24 juillet au 4 août 2023.** A la demande des autorités, les travaux de la mission ont débuté par une session de formation. Cette session a été suivie avec beaucoup d'intérêt par plus de 30 cadres et responsables. Ces sessions de formation ont été l'occasion pour la mission de faire un rappel et des présentations sur les normes et principes du MSFP 2014. La présentation sur les généralités du TOFE a permis aux participants de comprendre les grandes lignes du TOFE.

58. **Les séances techniques ont permis d'examiner et d'affiner la table de passage de l'administration centrale budgétaire,** d'élaborer celles des sous-secteurs de la sécurité sociale et des collectivités locales et d'identifier un échantillon d'unités pour l'élaboration du TOFE du sous-secteur des unités extrabudgétaires. Les travaux ont également permis d'identifier les sources de données pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum. En accord avec les autorités une méthodologie de suivi des recommandations a été adoptée.

## Analyse macro-budgétaire

59. **Réaliser un cadrage macroéconomique 2024-2026 en grandeur nature, du 25 octobre au 3 novembre 2023.** Les travaux ont consisté à réaliser un cadrage macroéconomique 2024-2026 en grandeur nature. Durant la phase préparatoire à distance il s'est agi d'apporter un appui à la mise à jour du modèle macroéconomique récemment développé avec l'appui d'AFRITAC de l'Ouest. Il convient de rappeler que le modèle a été écrit en utilisant les données de comptabilité nationale suivant le SCN 2008 (qui n'étaient pas encore officialisées) ainsi que le format du TOFE selon les directives de l'UEMOA.

60. **Les travaux en présentiel réalisés sous forme d'atelier de travail de l'équipe du comité de prévision et de modélisation (CPM)** ont passé en revue toutes les étapes du travail de cadrage macroéconomique. Cela comprend la formulation des hypothèses de projection, diagnostic du scénario à politique inchangée obtenu, formulation des objectifs et mesures de politique économique et budgétaire, traduction chiffrée de ces objectifs et mesures et estimation du scénario de référence. L'estimation de l'impact d'un choc a également été menée et a conduit à des résultats pertinents. Les capacités à réaliser un cadrage macroéconomique de façon autonome par l'équipe de la DNPD ont été ainsi significativement renforcées. Cependant le renforcement des capacités techniques et institutionnelles devra se poursuivre en vue d'améliorer la qualité des projections macroéconomiques.

## G. Mauritanie

### Administration fiscale

61. **Plan de modernisation de l'architecture informatique de la DGI du 7 au 18 août 2023.** En réponse à une demande des autorités qui souhaitent accélérer le déploiement de téléservices performants, la mission a : (i) évalué les performances de l'architecture d'application de la DGI ; (ii) défini les priorités de réforme ; et (iii) proposé un plan de modernisation des systèmes informatiques (IT) à court, moyen et long terme. Trois actions, qui ne requièrent pas de financement particulier et que

les autorités peuvent initier sans attendre, ont été identifiés. Outre les gains attendus, ces actions doivent permettre également à la Direction de l'information, des études, des réformes fiscales et de la formation (DIERFF) de réaffirmer son rôle de maître d'œuvre informatique et de reprendre la main en interne sur les développements.

## Statistiques du secteur réel

62. **Statistiques de Comptabilité Nationale - du 28 août au 8 septembre 2023.** La mission a reçu l'appui des autorités et a travaillé ensemble avec l'équipe du Département du Moyen Orient du FMI pour finaliser l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA) définitifs pour les années 2020 et 2021 ainsi que l'estimation des CNA provisoires de 2022. Résultant des travaux pendant la mission, le taux de croissance du PIB réel pour 2020 a été révisé légèrement à la hausse tandis que la croissance réelle pour 2021 a été révisé à la baisse. Les résultats de l'estimation des comptes provisoires de 2022 furent l'objet de la présentation faite par l'équipe de l'ANSADE lors de la réunion organisée avec le Ministre de l'Economie et du Développement Durable et l'équipe du Département du Moyen Orient du FMI. Une revue complète de la méthodologie employée ainsi que du choix des indicateurs conjoncturels des CNT a été effectué pendant la mission.

## Analyse macro-budgétaire

63. **Opérationnaliser l'outil de cadrage macroéconomique (suite et fin), du 27 avril au 10 mai 2023.** Les travaux ont consisté tout d'abord à améliorer le modèle, notamment avec l'identification et la résolution des difficultés informatiques rencontrées dans son utilisation. Des formations à l'utilisation des différents modules (secteur réel, TOFE, balance des paiements, situation monétaire et le hub pour le pilotage du modèle) ont été ensuite réalisées. Le manuel d'utilisateur du modèle a été révisé pour intégrer les modifications apportées au modèle. En outre, la mission a permis la réalisation d'un cadrage à l'aide du modèle. Enfin un canevas de rédaction la note de cadrage macroéconomique a été mis en place et les travaux d'élaboration de la note ont été lancées.

## Supervision bancaire

64. **Banque centrale de Mauritanie (BCM) – Revue annuelle des banques et procédures d'agrément – du 15 au 26 mai 2023.** La mission visait à finaliser la grille d'évaluation de la solidité des établissements, définir un cadre pour les études annuelles des banques et poursuivre les travaux relatifs aux procédures d'agrément.

65. **A l'issue de la mission, l'ensemble des banques ont été notées, dans le cadre d'un atelier avec les chargés de dossier, le format des études annuelles a été revu et deux études tests ont été conduites, dont une portant** sur un établissement considéré comme systémique. S'agissant de l'agrément des établissements, le manuel de procédures a connu des avancées significatives, un modèle de dossier de base a été élaboré ainsi qu'un modèle de formulaire destiné à l'analyse de l'intégrité et de la compétence des dirigeants.

66. **Banque centrale de Mauritanie (BCM) – Assistance technique relative aux questions de gouvernance des banques, de contrôle interne et de réglementation du risque de transformation – du 11 au 22 septembre 2023.** La mission, qui a été réalisée sur place, s'est concentrée sur trois thèmes principaux : (i) la gouvernance bancaire, avec la préparation de méthodologies de supervision (sur place et sur pièces) et l'appui à la Banque centrale de Mauritanie (BCM) pour la réalisation d'un atelier de haut niveau sur la gouvernance ; (ii) le contrôle interne des établissements de crédit et leur



gestion des risques, avec la préparation d'un projet de réglementation, et (iii) la mise en œuvre du Net Stable Funding Ratio (NSFR), avec l'analyse des données soumises par les banques dans le cadre d'une étude d'impact.

67. **Dans le domaine de la gouvernance, une méthodologie d'inspection sur place a été élaborée, notamment grâce à des discussions avec les équipes sur place.** Cette méthodologie vise notamment à dépasser les aspects formels de la conformité pour mieux évaluer le fonctionnement concret des organes de gouvernance, la qualité de leur travail et l'aptitude de leurs membres. La mission a également révisé le questionnaire annuel envoyé aux banques sur la gouvernance, en le transformant en rapport annuel, dans le but de fournir des informations qualitatives et de permettre aux superviseurs de mieux appréhender le fonctionnement réel des institutions qu'ils supervisent. L'équipe a également participé à un séminaire de haut niveau (directeurs généraux des banques et membres du conseil d'administration) organisé par le BCM sur le thème de la gouvernance.

68. **En matière de contrôle interne et de gestion des risques des banques, l'instruction n° 5/GR/2012 a été revue et complétée.** Elle prend désormais en compte les évolutions rendues nécessaires par la loi bancaire de 2018, l'instruction n°1/GR/2022 sur la gouvernance des banques et les différentes recommandations émises par le Comité de Bâle sur ce sujet.

69. **Enfin, les données reçues pour l'étude d'impact du NSFR ont été revues et analysées.** Un échantillon de banques, jugé représentatif par la BCM, a été examiné dont les résultats sont apparus concordants.

## Gestion de la dette

70. **Elaboration et mise en œuvre du calendrier d'émission des valeurs du Trésor - du 18 – 26 septembre 2023.** La mission a noté des progrès encourageants concernant le plan d'action proposé en 2022 pour le développement du marché des valeurs du Trésor, notamment la publication du calendrier d'émission des valeurs du Trésor pour l'année 2023, l'abandon progressif de la politique de plafonnement des taux acceptés par le Trésor aux émissions des valeurs du Trésor et le retour des banques sur le marché des valeurs du Trésor. Elle a relevé les points d'attention pour consolider les acquis et a assisté la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique et le Banque centrale de Mauritanie dans les préparatifs de l'émission inaugurale d'obligations du Trésor prévue en novembre 2023.

## H. Niger

### Administration douanière

71. **Apprentissage par les pairs organisé à l'intention des membres du comité d'interfaçage DGI-DGD et devant concourir au renforcement du projet d'échange automatisé des données entre les administrations fiscale et douanière du Niger** du 26 juin au 3 juillet 2023. Le stage organisé à l'intention de six cadres du Niger leur a permis de s'imprégner du cadre de collaboration entre les administrations fiscale et douanière de la Côte d'Ivoire. Les travaux leur ont permis d'étudier la cartographie des données échangées, ainsi que les mécanismes d'échange mis en place tout comme les outils utilisés pour réaliser la plateforme d'interfaçage et les développements techniques nécessités pour son implémentation. Les cadres se sont imprégnés des applications informatiques développées par la DGD et la DGI pour améliorer le civisme fiscal en Côte d'Ivoire.

## Analyse macro-budgétaire

### 72. **Vers une gestion active et transparente des risques budgétaires du 10 au 21 juillet 2023.**

La mission, conduite par FAD visait à proposer des mesures de renforcement des capacités de gestion des risques budgétaires. La mission a fait le constat que des pratiques naissantes de gestion de certains risques budgétaires ont été adoptées par les autorités, et sont communiqués annuellement avec les documents budgétaires. Elle a aidé à actualiser la cartographie des principaux risques budgétaires au Niger et proposé des canevas de rédaction des différents chapitres d'une déclaration des risques budgétaires que les Autorités envisagent de mettre en place. L'accent a été mis sur les risques climatiques pour lesquels une démarche de quantification a été proposée. La mission a proposé des recommandations visant à initier un processus vertueux de gestion transparente des risques budgétaires et propose un plan de mise en œuvre.

## Gestion de la dette

### Formation sur l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme du 11 au 20 juillet 2023.

73. La mission a relevé les insuffisances dans les pratiques actuelles d'élaboration, identifié les défis rencontrés lors de la mise en œuvre de la stratégie de financement retenue, et a proposé des solutions pour remédier les insuffisances et défis rencontrés. Elle a renforcé les capacités des services en charge de la gestion de la dette à l'utilisation de l'outil analytique de la SDMT et a souligné l'importance de disposer des données exhaustives de de la dette dans le processus de formulation de la SDMT.

# I. Sénégal

## Administration douanière

74. **Renforcement de la fonction d'évaluation en douane du 16 au 27 octobre 2023.** L'objectif de cette visite était d'évaluer la mise en œuvre des recommandations visant à renforcer la fonction d'évaluation proposées en octobre 2022, et d'introduire des actions efficaces dans les contrôles après dédouanement pour une meilleure mobilisation des recettes. Les mesures recommandées n'ont guère progressé. Toutefois, malgré ce faible niveau de progrès, il s'agit d'une évaluation plutôt encourageante dans le contexte où (1) des directeurs et des inspecteurs ont été nommés à la nouvelle direction des enquêtes douanières et à la direction du renseignement, de l'analyse des risques et de l'évaluation (DRAV) ; un manuel de procédures pour la gestion et le traitement de la déclaration préalable d'importation est en cours d'élaboration ; (3) des travaux informatiques sont en cours pour adapter les outils permettant de saisir les résultats des contrôles a posteriori ; (4) l'accès aux données externes permet d'améliorer l'analyse et le ciblage ; et (5) les contrôles des enquêtes sont en place et donnent des résultats - pour la période allant du 1er janvier au 21 septembre 2023, on constate une augmentation de 56 % de la valeur éludée, de 156 % des droits éludés et de 77 % des amendes par rapport au total cumulé des trois années 2020, 2021 et 2022.

## Gestion des dépenses publiques-budget



75. **Appui à l'élaboration d'un cadre réglementaire de la gestion des investissements publics, du 15 mai au 16 juin 2023.** La mission a appuyé les autorités sénégalaises à développer un projet de décret sur la gestion des investissements publics (GIP) couvrant toutes les phases du cycle de GIP, intégrant les considérations climatiques et ce, conformément aux recommandations du PIMA (l'évaluation de la gestion des investissements publics) et C-PIMA (le module PIMA changement climatique) du février 2023. La mission a eu des échanges en profondeur avec toutes les parties prenantes et elle a organisé un atelier de validation du projet de texte réglementaire sur la GIP, impliquant toutes les structures impliquées dans la GIP.

## J. Togo

### Administration fiscale

76. **Logiciel ETAX et performance des fonctions fiscales de l'Office Togolais des Recettes (OTR) du 4 au 15 septembre 2023.** La mission a aidé l'OTR à accroître le niveau d'impact du nouveau système informatique intégré du Commissariat des impôts (Etax), notamment sur les 6 risques d'incivisme fiscal qui affectent les recettes. Pour ce faire, une matrice des fonctionnalités omises a été confectionnée, ainsi que les procédures fiscales à réformer et les ajustements techniques indispensables. Un appui pratique a été fourni pour consolider la gouvernance de ce projet. Un récapitulatif des chantiers requérant un suivi spécifique a été proposé à l'équipe managériale, en même temps que les futures assistances possibles de l'AFW. Dans une perspective de très court terme, une quinzaine de listes recensant des centaines de contribuables à risque a été préparée pour permettre aux services d'accroître le nombre de contribuables maîtrisés et les bases d'imposition, en attendant la montée en puissance de Etax.

### Statistiques de finances publiques

77. **Amélioration de la production du Tableau des opérations financières de l'Etat selon le MSFP 2014 - du 14 au 25 août 2023.** La mission a : i) renforcé les capacités des acteurs des finances publiques à travers une session de formation théorique sur la méthodologie du MSFP 2014, ii) affiné le tableau de passage de production du TOF de l'administration centrale budgétaire (TOF ACB) selon le MSFP 2014, iii) aidé à produire des TOF ACB, base MSFP 2014, de qualité publiable pour les périodes fin décembre 2022 et fin juin 2023, iv) affiné le tableau de passage de production du TOF pour de la Caisse de retraites du Togo (TOF CRT) selon le MSFP 2014 qui a permis l'amélioration de la qualité des TOF CRT pour les périodes 2017 à 2022 pour la CRT, v) affiné le tableau de passage de production du TOF des EPN (TOF EPN) selon le MSFP 2014, ce qui a permis d'avoir un TOF EPN sur base expérimental, iv) évalué les progrès dans la mise en œuvre des recommandations de la précédente mission, et v) mis à jour la matrice d'actions pour la compilation des SFP en cohésion avec le MSFP 2014.

### Statistiques du secteur réel

78. **Statistiques de Comptabilité Nationale - du 29 mai au 9 juin 2023.** Au total, 128 séries ont été étudiées. La mission a aidé l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) à identifier une quinzaine de branches pour les comptes nationaux

trimestriels (CNT) et une vingtaine de branches d'activité pour l'indices mensuels d'activité économiques (IMAE) qui présentent saisonnalité. Les séries de ces différentes branches ont été désaisonnalisées sur la base des métadonnées fournies par l'INSEED et des tests de saisonnalité. La mission a aidé l'INSEED à mettre en place un cadre de production pour la production des CNT et IMAE désaisonnalisés. La mission et l'INSEED ont discuté du calendrier de la première publication de séries corrigées des variations saisonnières.

79. **Statistiques de Comptabilité Nationale - du 23 octobre au 3 novembre 2023.** La mission a aidé l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) du Togo à élaborer les comptes financiers pour 2019-2020 conformément au système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) dans le but de publier les comptes d'ici octobre 2024. Toutes les sources de données pour les comptes financiers 2019-2020 ont été collectées et traitées au cours de la mission.

80. **Pour les sociétés non financières et un certain nombre de sociétés financières (auxiliaires financiers notamment), les données de la Déclaration Statistique et Fiscale** (actifs financiers bruts, passifs) pour 2019-2020 ont été utilisées pour compiler les flux de financement 2020. La mission a recommandé de finaliser le nettoyage des données et de traiter les données sur les actifs financiers des compagnies d'assurance avant de finaliser les comptes financiers. La mission a également aidé l'équipe de l'INSEED à développer la matrice des flux de fonds et les tableaux "de qui à qui" connexes avec une implication accrue de différents membres de l'équipe des comptes nationaux.

81. **La formation brute de capital fixe (FBCF) des autres sociétés de dépôt et des institutions de microfinance n'a pas été calculée pour 2020, et le montant était faible pour les compagnies d'assurance.** La mission a proposé une méthode d'estimation de la FBCF pour ces trois secteurs institutionnels et a recommandé de réduire significativement les montants estimés des dividendes versés aux ménages pour les sociétés non financières.

## K. Commission de l'UEMOA

82. **Participation à l'atelier sur l'amélioration de la mobilisation des recettes intérieures organisé à Dakar du 5 au 9 septembre 2023.** 42 participants des États membres de l'UEMOA, issus des différentes régies financières (impôts, douanes et trésor), ont participé à l'atelier qui a donné lieu à une déclaration finale destinée au Conseil des Ministres de l'UEMOA. Le conseiller du Centre, qui représentait le Département des finances publiques (FAD) du FMI, a présenté les mesures spécifiques que les pays pourraient prendre pour améliorer la mobilisations des recettes fiscales et la façon dont l'assistance technique pourrait les y aider.



83. Plusieurs questions ont suscité des discussions animées, notamment : (i) les conditions préalables à la mise en place d'une stratégie de mobilisation des recettes à moyen-terme (SRMT) ; (ii) le niveau approprié de soutien politique ; (iii) les mécanismes de pilotage et de coordination des administrations fiscales ; (iv) la démarche de gestion des risques ; (v) l'apport de la digitalisation ; et (vi) la gestion des ressources humaines, y compris des sujets comme la rémunération, la responsabilité et la lutte contre la corruption.

84. **UEMOA- Participation à la treizième réunion du réseau des praticiens des finances publiques-Ouagadougou - du 24 – 26 octobre 2023.** La mission a contribué au renforcement des capacités des praticiens des finances publiques des Etats membres de l'UEMOA pour une meilleure articulation entre la comptabilité des matières (CM) et la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP). Elle a présenté une communication sur le thème principal relatif à l'articulation entre CM et CDCP autour de quatre points : (i) l'alignement des cadres normatifs ; (ii) l'articulation au travers du bilan d'ouverture de l'Etat ; (iii) les outils de gestion de la CM et de la CDCP, ainsi que (iv) les défis communs à relever par les Etats.

85. **UEMOA- Formation des membres du CNPE à l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu-Lomé - du 24 juillet – 04 août 2023.** La mission a contribué au renforcement des capacités des membres des comités nationaux de politique économique des Etats membres de l'UEMOA à l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu (CVD-PFR) pour une meilleure articulation entre la politique de gestion de la dette et la politique macrobudgétaire. Les participants ont eu l'opportunité de se familiariser avec l'outil analytique du CVD-PFR et ont réalisé en groupes une analyse de viabilité de la dette en utilisant les données d'un des pays membres.

## **L. Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA**

86. **Revue de dossiers de crédit – du 5 au 7 juillet 2023.** L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités en matière d'exécution des revues de dossiers de crédit. La formation a permis de clarifier (1) les objectifs pouvant être assignés à ce type de mission, (2) les conditions de leur préparation (notamment la sélection des portefeuilles à examiner), (3) les informations à obtenir des institutions sous forme de fichiers de données, (4) les procédures d'échantillonnage basées sur des

méthodes sensibles au risque, (5) l'analyse des dossiers et les outils de suivi/rapport de cette analyse, (6) les conditions de projection des résultats et (7) le suivi de la revue. De nombreux exercices ont été réalisés au cours de la formation.

87. **Procédures d'agrément – du 21 au 23 juin 2023.** L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités des agents relativement aux procédures d'agrément des établissements de crédit et en considération du principe fondamental n° 5 du Comité de Bâle.

88. La responsabilité de l'octroi des agréments est porteuse d'enjeux multiples : au regard, par exemple, de la protection de la clientèle et des fonds remis, de la stabilité du système financier, du bon respect des règles prévalant en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux, etc. De plus, elle s'exerce dans un contexte ayant connu des évolutions significatives au cours des dernières années. Ce contexte est marqué par la multiplication des catégories d'établissements agréés, l'irruption des Fintechs et la mise en place de « bacs à sable » par certaines juridictions, les risques croissants associés à la digitalisation et à la sécurité de l'information. Enfin, il convient de souligner les difficultés particulières tenant à l'examen des demandes d'agrément sur dossier, sans pouvoir confronter les organisations décrites ex ante à la réalité, et en devant juger du caractère réaliste des plans d'affaires affichés. La formation a réuni 14 personnes et a comporté de nombreux cas pratiques. Parmi les sujets mis en exergue, figurent les problématiques d'intégrité et de compétence des dirigeants et administrateurs (« fit and proper ») ainsi que les modalités d'analyse des plans d'affaires.

89. **Formation sur le thème de la supervision du risque de marché et du risque de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire – du 30 août au 1er septembre 2023.** Cette mission de formation a été dispensée à distance et elle a porté sur les questions de risque de marché et de risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB). Pour chacun de ces deux risques, la formation comprenait un rappel des enjeux prudentiels associés, une présentation générale des normes de Bâle applicables et un aperçu du contexte prudentiel et réglementaire de l'UMOA ainsi que des résultats du dernier Programme d'Évaluation de la Stabilité financière.

90. **Parmi les sujets abordés, figuraient l'identification et la mesure de ces risques, la distinction entre le risque de marché et le risque de valorisation, les méthodes de contrôle sur place et hors site associées et un aperçu de la revue fondamentale du portefeuille de négociation (FRTB).** Plus de trente personnes ont assisté à la formation, un taux de participation élevé facilité par le fait que le cours a été dispensé à distance.

## II. SEMINAIRES ET ACTIONS DE FORMATION

91. **Le Centre a organisé ou pris part à 8 séminaires/webinaires (Tableau 4) au cours du premier semestre de l'année fiscale 2023.** Ces actions de formation ont permis de renforcer les capacités et l'expérience des cadres des pays et institutions couverts par l'AFRITAC de l'Ouest. Ces activités au niveau régional par le centre sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 2. Webinaires organisés au cours du premier semestre de l'AF 2024  
(Situation au 31 octobre 2023)

Domaines	Thèmes	Dates
Administration douanière	La modernisation des procédures douanières pour atteindre les objectifs de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf).	5 au 7 juin 2023
Gestion des dépenses publiques- Budget	Gestion des investissements publics, 2e édition.	30 mai au 1er juin 2023
Analyses macroéconomique et budgétaire	3e atelier sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives pour les pays d'Afrique de l'Ouest.	3 au 7 juillet 2023
Analyses macroéconomique et budgétaire	La conjoncture au premier semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques 2023-2026 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cap-Vert, en Guinée et en Mauritanie du	29 mai au 02 juin 2023
Supervision bancaire	Webinaire inter-régional – Révision des principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace du Comité de Bâle	12 septembre 2023.
Analyses macroéconomique et budgétaire	Les meilleures pratiques de prévision macroéconomique	12 au 14 juillet 2023
Analyses macroéconomique et budgétaire	Atelier sur le changement climatique et les politiques macro-financières en mode Hybride	18-22 septembre 2023.
Statistiques de finances publiques	L'intégration des opérations non monétaires dans les statistiques de finances publiques (SFP), l'élaboration du compte de patrimoine et de la classification fonctionnelle des dépenses des administrations publiques	25-29 septembre 2023

### Séminaire régional du FMI sur la modernisation des procédures douanières pour atteindre les objectifs de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf).

92. **Le Département des finances publiques (FAD) du FMI, en liaison avec l'AFRITAC Ouest a organisé un séminaire régional à Abidjan du 5 au 7 juin 2023.** Ce séminaire, organisé dans le cadre d'un programme bénéficiant du soutien financier du Gouvernement du Japon, a rassemblé des cadres des administrations douanières des dix pays membres de l'AFRITAC Ouest ainsi que de l'UEMOA, de



la CEDEAO, du secrétariat de la ZLECAf et de l'OMD. L'atelier a permis d'aboutir à une convergence de vues entre les participants – représentants des douanes des États et d'organisations régionales et internationales, sur les besoins prioritaires de modernisation de l'administration douanière en lien avec la mise en œuvre de la ZLECAf, ainsi que sur les options modernes qui devraient être retenues pour y répondre.

## **Séminaire interrégional en gestion des investissements publics, 2e édition, du 30 mai au 1er juin 2023.**

93. **Cette deuxième édition de ce genre de séminaire a abordé en profondeur des sujets qui ont été exprimés par des participants au premier séminaire sur les domaines essentiels pour mieux se remettre de la pandémie de COVID-19.** Il s'agit notamment du risque budgétaire et de la viabilité de la dette liés aux investissements publics, de la programmation des investissements, de l'autorisation d'engagement pluriannuel, de la codification des projets pour une gestion efficace tout au long du cycle des projets.

## **Atelier régional : « 3e atelier sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives pour les pays d'Afrique de l'Ouest, 3 au 7 juillet 2023.**

94. **L'atelier a proposé une approche d'apprentissage mixte.** Cette approche repose sur trois piliers : 1) des conférences, 2) des exercices pratiques utilisant le modèle FARI, et 3) des études de cas nationales. Les conférences étaient axées sur le secteur pétrolier et couvraient les modules suivants : 1) aperçu de l'industrie pétrolière, 2) régimes fiscaux pétroliers, 3) mécanismes de partage de la production, 4) participation de l'État, 5) prise de décision en matière d'exploration, 6) TVA dans le secteur extractif, 7) taxes sur le carbone dans le secteur extractif, et 8) FARI pour prévoir la contribution du secteur extractif aux revenus de l'Etat.

95. **Les participants ont présenté leurs études de cas utilisant le modèle FARI pour effectuer une analyse du régime fiscal ou pour prévoir les recettes de plusieurs projets extractifs.** Les principaux sujets abordés au cours des études de cas sont entre autres la détermination de l'évaluation des ventes de matières premières, la TVA dans le secteur extractif, les types de participation de l'État, les incitations à l'investissement et la conception de la redevance de production.

## **Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques 2023-2026 dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cap-Vert, en Guinée et en Mauritanie du 29 mai au 02 juin 2023**

96. **Le séminaire a été organisé par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest à Ouagadougou.** Il avait pour objectif principal de faire le point de la conjoncture récente et des prévisions macroéconomiques 2023-2026 dans les Etats et de permettre, en outre, des échanges et discussions entre les participants.

97. **Tous les Etats membres de l'UEMOA, à l'exception du Mali, étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique.** Les représentants de la Guinée et de la Mauritanie ont aussi participé aux travaux

du séminaire. Des cadres de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) et de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) y ont également pris part.

98. **La présentation d'AFRITAC de l'Ouest a fait une analyse des tendances récentes des agrégats macro budgétaires dans les pays de l'UEMOA en termes d'efforts de mobilisation des recettes et de réduction des déficits.** Elle a ensuite fait le tour de la littérature portant sur les expériences internationales en matière de consolidation budgétaire et du rôle des dispositifs de cadrage macroéconomique et budgétaire dans la conduite des réflexions et la formulation des objectifs et des mesures de politique économique et budgétaire. La communication a fait le point des facteurs clés de réussite de la consolidation budgétaire, sur leurs impacts et sur leurs conceptions.

## **Webinaire inter-régional – Révision des principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace du Comité de Bâle – le 12 septembre 2023.**

**Ce webinaire fait suite à ceux organisés par le FMI sur les principaux changements envisagés par le Comité de Bâle sur les modifications proposées aux Principes fondamentaux.** L'objectif du webinaire, destiné aux Autorités de contrôle nationales, était donc de : a) sensibiliser celles-ci à la consultation en cours et encourager les réponses ; b) expliquer les changements proposés, c) discuter des amendements aux Principes fondamentaux qui sont les plus susceptibles d'affecter les pays en termes pratiques ; d) encourager une discussion entre pairs sur les nouveaux Principes, y compris les questions de proportionnalité et d'applicabilité universelle. Au total, 45 représentants des Autorités des pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest ont participé à ce webinaire.

99. **Ceux-ci sont inspirés par plusieurs thèmes reflétant des évolutions en cours dans le domaine réglementaire et prudentiel qui concernent :** (i) les risques financiers ; (ii) la résilience opérationnelle ; (iii) le risque systémique et les aspects macroprudentiels de la supervision ; (iv) les nouveaux risques, notamment les risques financiers liés au climat et les risques induits par la digitalisation de l'activité financière ; (v) l'intermédiation financière non bancaire ; et (vi) les pratiques de gestion des risques. Une fois les nouveaux Principes fondamentaux finalisés, en 2024, ils constitueront la nouvelle norme internationale en matière de supervision bancaire et deviendront la base de l'assistance technique et de la surveillance exercée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale

100. .

## **Atelier régional UEMOA sur les meilleures pratiques de prévision macroéconomique, du 12 au 14 juillet 2023**

101. **AFW a pris part, à distance à l'atelier organisé par la Commission de l'UEMOA en présentiel à Ouagadougou.** Le thème central de cette session a porté sur « Enjeux des nouvelles recommandations de la directive portant TOFE et du Manuel des statistiques de finances publiques pour les travaux de cadrage macroéconomique dans les Etats membres de l'UEMOA ».

102. **Le conseiller a présenté deux communications,** l'une sur « Relecture du cadre comptable et des interrelations entre les agrégats des finances publiques et les autres comptes macroéconomiques » et l'autre sur « Prévision du Tableau des opérations financières de l'Administration publique ».

103. **L'atelier a débouché sur d'importantes recommandations visant à renforcer les capacités des administrations** en vue de la prise en compte de l'élargissement du champ des statistiques des finances publiques dans les modèles et les analyses macroéconomiques.

## **Atelier sur le changement climatique et les politiques macro-financières en mode Hybride | 18-22 septembre 2023.**

104. **La hausse des températures induite par le changement climatique et l'augmentation de la fréquence et de la gravité des catastrophes naturelles affectent les pays du monde entier.** Des politiques d'atténuation coordonnées au niveau mondial sont essentielles pour contenir le changement climatique, et les pays doivent également mettre en œuvre des politiques d'adaptation pour renforcer leur résilience. La transition vers une économie à faibles émissions de carbone crée également des risques et des opportunités dans tous les secteurs, avec des implications pour le secteur financier. L'intégration des considérations climatiques dans la formulation des politiques afin de gérer les risques et les vulnérabilités économiques liés au climat est d'une importance capitale. Les pays doivent également mobiliser des financements pour le climat, en particulier dans un contexte où de nombreux marchés émergents et économies en développement (EMDE) font face à des contraintes budgétaires et à des vulnérabilités élevées en matière de dette.

105. **L'atelier inter-régional AFC et AFW a vu la participation de 50 participants de 18 pays AFW1/AFC.** Afin d'alléger le programme de l'atelier, deux sessions virtuelles ont été organisées avant l'événement pour présenter aux participants certains des concepts les plus théoriques. Le volet en personne comprenait 7 conférences et 8 ateliers, ainsi que 11 présentations de pays. Les réactions ont été extrêmement positives, les participants se félicitant de leur nouvelle capacité à comprendre comment les questions climatiques sont liées et comment les différents outils du Fonds peuvent soutenir leur analyse. Les échanges entre pairs ont été très fructueux, et plusieurs participants ont présenté l'expérience de leur pays sur des questions spécifiques. Les participants ont demandé un approfondissement de la formation sur les questions fiscales et de banque centrale, l'organisation d'ateliers plus courts pour les ministres et les gouverneurs des banques centrales, et une formation dans les pays, y compris sur les outils d'analyse à long terme. Les participants ont également demandé un cadre macroéconomique simple intégrant des considérations climatiques.

## **L'intégration des opérations non monétaires dans les statistiques de finances publiques (SFP) - du 25 au 29 septembre 2023.**

106. **AFRITAC de l'Ouest a organisé à Cotonou du 25 au 29 septembre 2023, un séminaire régional sur le thème :** « l'intégration des opérations non monétaires dans les statistiques de finances publiques (SFP), l'élaboration du compte de patrimoine et de la classification fonctionnelle des dépenses des administrations publiques ». Le séminaire a permis aux différents pays en collaboration avec l'AFRITAC de l'Ouest et la commission de l'UEMOA d'adopter les méthodes de calcul des avantages en nature ainsi que le calendrier de prise en compte dans le TOFE des opérations non monétaires. Il a également permis de prendre conscience de l'importance de la classification fonctionnelle des dépenses dans l'analyse des finances publiques.

Tableau 3. Programme d'apprentissage par les pairs – Voyages d'études prévus



Domaine	Sujets du stage	Pays hôte potentiel	Commentaires
Administration fiscale	Le traitement de l'information dans le processus de gestion des risques	Maroc	En fonction de l'avancée des réformes (Côte d'Ivoire)
Administration fiscale	Outils et méthodologie d'évaluation et de suivi des dépenses fiscales	Sénégal	En fonction des capacités d'absorption du pays bénéficiaire (Guinée-Bissau)
Administration douanière	Trois stages d'immersion seront organisés au profit de trois pays.		
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Thème à définir	Pays avancé	3 cadres
Gestion des dépenses publiques-Budget	Thème à définir	Pays avancé	3 cadres
Statistiques du secteur réel	Les comptes trimestriels	A déterminer	
Analyses macroéconomiques et budgétaires	Pratique de cadrage macroéconomique et budgétaire et organisation et outils de la fonction macro- budgétaire.	A déterminer	

Tableau 4. Séminaires/webinaires régionaux prévus pour l'année fiscale 2024

Domaine	Thème	Date et lieu	Partenaires	Participants
Administration douanière	Principes de base du régime d'origine des marchandises de la zone de libre-échange continentale africaine ( ZLECAF )	Mars 2024 Abuja	FAD AFW2 CEDEAO	20
Administration fiscale	Les leviers de la digitalisation face à l'objectif de maîtrise de la population fiscale en Afrique de l'Ouest	18 au 22 mars 2024 Lomé	FAD	30 Comores et Madagascar
Gestion des dépenses-aspect budget	La gestion des finances publiques sensible au changement climatique	12 au 14 mars 2024 Brazzaville	FAD, AFC	30
Dette et développement des marchés financiers	La communication avec les investisseurs du marché des titres publics	19 au 23 février 2024 Cotonou		30
Statistiques du secteur réel	L'usage des données administratives	22 au 26 janvier 2024 Dakar	STA AFC	30
Statistiques du secteur réel	Atelier conjoint AFW / AFC	Février-Avril 2024 Lomé	STA AFC	30
Supervision bancaire	Les problématiques liées à la digitalisation des activités bancaires en termes de réglementation et de supervision	Février-Avril 2024		30
Analyses macroéconomiques et budgétaires	La conjoncture au deuxième semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques dans les Etats membres de l'UEMOA, au Cap-Vert, en guinée et en Mauritanie	28 au 30 novembre 2023 En ligne	UEMOA	
Analyses macroéconomiques et budgétaires	Atelier de validation du guide de projection du TOFE et des recettes budgétaires	Février 2024, En ligne	AFC	30
Supervision bancaire	L'éveil à la prise en compte des problématiques liées au genre dans le secteur financier	En ligne		30

# EXECUTION DU BUDGET 2023-24

## (EN DOLLARS ÉTATS-UNIS AU 31 OCTOBRE 2023)

Projet	Résumé de la phase			FY2024		
	Budget du programme	Budget opérationnel	Dépenses	Budget opérationnel	Dépenses	Exécution (%)
Gestion des dépenses publiques	8,580,253	13,325,095	11,384,165	2,560,575	619,645	24%
Administration douanière	4,890,041	4,698,877	3,848,833	880,566	30,523	3%
Administration fiscale	6,257,224	7,505,560	6,156,445	2,160,353	811,237	38%
Supervision et régulation bancaires	3,905,531	4,296,986	3,850,054	802,716	355,784	44%
Gestion de la dette	3,956,536	2,019,986	2,019,986	-	-	-
Statistiques du secteur réel	4,820,268	4,520,071	3,926,306	866,814	273,050	32%
Statistiques de finances publiques	4,455,771	3,091,972	2,552,839	733,590	194,457	27%
Administration du projet	1,725,174	2,539,988	2,121,933	575,180	157,126	27%
Conseiller macroéconomique	3,941,239	244,150	244,150	-	-	-
Projet de formation	1,075,000	300,143	300,143	-	-	-
Gouvernance et évaluation	639,321	219,813	180,943	38,870	-	-
Réserve	1,000,000	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>45,246,358</b>	<b>42,762,641</b>	<b>36,585,799</b>	<b>8,618,664</b>	<b>2,441,824</b>	<b>28%</b>
Gestion du fonds fiduciaire	3,167,245	2,993,385	2,561,006	603,306	170,928	28%
<b>Total</b>	<b>48,413,603</b>	<b>38,440,117</b>	<b>32,658,659</b>	<b>7,879,647</b>	<b>2,098,190</b>	<b>27%</b>
FMI	3,668,723	3,668,723	4,801,850	796,100	349,055	44%
Pays hôte en nature	523,527	523,527	314,116	104,705	52,353	50%
<b>Total</b>	<b>52,605,853</b>	<b>49,948,276</b>	<b>44,262,771</b>	<b>10,122,776</b>	<b>3,014,159</b>	<b>30%</b>

## IV. ETAT DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES POUR LE CYCLE IV AU 31 OCTOBRE 2023

Partenaires et Membres	Date de signature de l'accord	Devise l'accord	Montant de l'accord	Montant de l'accord USD	Contributions reçues	Contributions sollicitées	Futures contributions
<b>Partenaires</b>				43,352,777	42,104,215	1,061,571	-
Chine	7/13/2018	USD	4,000,000	4,000,000	4,000,000	-	-
UE	8/24/2017	EUR	10,000,000	11,816,141	11,863,611	-	-
BEI	4/19/2018	EUR	200,000	247,555	237,180	-	-
France	7/6/2022	EUR	8,000,000	9,056,599	8,695,384	-	-
Allemagne	11/26/2018	EUR	2,500,000	2,945,335	2,791,100	-	-
Allemagne	9/29/2017	EUR	2,500,000	2,842,524	2,839,800	-	-
Luxembourg	12/21/2016	EUR	5,000,000	5,194,266	5,721,100	-	-
Pays-Bas	11/25/2020	EUR	2,000,000	2,378,121	1,207,730	1,061,571	-
Norvège	12/3/2019	NOK	40,000,000	4,363,382	4,233,377	-	-
Suisse	12/18/2019	CHF	500,000	508,854	514,933	-	-
<b>Membres</b>				5,289,001	896,424	1,975,803	2,416,774
Benin	2/7/2019	USD	609,357	609,357	496,392	100,000	12,965
Burkina Faso	4/24/2018	USD	500,000	500,000	100,000	100,000	300,000
Guinea	10/30/2019	USD	500,000	500,000	100,000	100,000	300,000
Guinea-Bissau	9/20/2021	USD	500,000	500,000	-	-	500,000
Mali	4/24/2018	USD	503,841	503,841	200,032	100,000	203,809
Mauritania	4/24/2018	USD	678,666	678,666	-	378,666	300,000
Niger	3/12/2019	USD	775,000	775,000	-	475,000	300,000
Senegal	2/1/2019	USD	612,087	612,087	-	312,087	300,000
Togo	2/25/2019	USD	610,050	610,050	-	410,050	200,000
<b>Total partenaires et membres</b>				48,641,778	43,000,639	3,037,374	2,416,774
<b>Transferts internes</b>							
BEI				6,418	6,418	-	-
France				18,182	18,182	-	-
Allemagne				10,822	10,822	-	-
Luxembourg				6,238	6,238	-	-

Total transferts internes				41,660	41,660	-	-
Pays hôte & FMI							
Pays hôte							
Espèce	USD	1,500,000	1,500,000	603,724	296,276	600,000	
Nature			523,527				
FMI			3,668,723				
Total Pays hôte et FMI			5,692,250				
Grand total			54,375,688	43,646,023	3,333,650		3,016,774

- *Source : Institut pour le Développement des Capacité*

# ANNEXES DU RAPPORT

## Programme de travail de l'AF 2024 par domaines

Tableau 5. Missions prévues par pays et institution en gestion de la dette

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons FY2024
<b>Bénin</b>	1	Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme et du PAF.	(i) Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.
<b>Burkina Faso</b>	1	Appui à l'amélioration du cadre institutionnel de gestion de la dette	a) Le manuel de procédures de gestion de la dette est mis à jour ; b) Les services intervenant dans les activités de gestion de la dette sont effectivement réorganisés en front middle et back office ; c) Les rôles et responsabilités de tous les intervenants dans le processus de gestion de la dette sont précisés ; et d) les étapes de gestion des opérations de la dette sont formalisées.
<b>Côte d'Ivoire</b>	2	Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme et du PAF.  Formation sur l'utilisation du cadre révisé de viabilité de dette CVD-PFR	(i) Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.  Une meilleure connaissance du nouveau cadre de viabilité de la dette ainsi que de l'outil analytique permettant au personnel de mieux apprécier les vulnérabilités, la dynamique de la dette et le risque de surendettement
<b>Guinée</b>	4 (dont une en virtuel)	Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme et du PAF.	Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.  Une meilleure connaissance du

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons FY2024
		<p>Formation sur l'utilisation du cadre révisé de viabilité de dette CVD-PFR</p> <p>Renforcement du cadre institutionnel et organisationnel de gestion de la dette.</p> <p>Appui à l'amélioration du reporting de la dette</p>	<p>nouveau cadre de viabilité de la dette ainsi que de l'outil analytique permettant au personnel de mieux apprécier les vulnérabilités, la dynamique de la dette et le risque de surendettement.</p> <p>Les services de la dette sont organisés selon le modèle front-middle et back office et leurs responsabilités sont définies selon les meilleures pratiques.</p> <p>Un reporting périodique de la dette est assuré.</p>
<b>Guinée-Bissau</b>	2	<p>AT sur la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme et du PAF.</p> <p>Appui à l'amélioration du reporting de la dette ;</p>	<p>Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.</p> <p>Un reporting périodique de la dette (bulletin trimestriel et rapport annuel) est assuré.</p>
<b>Mali</b>	3 (dont une en peer-to-peer)	<p>Renforcement du cadre institutionnel et organisationnel de gestion de la dette.</p> <p>AT sur la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme et du PAF.</p> <p>Appui à l'amélioration du reporting de la dette</p>	<p>Les services de la dette sont organisés selon le modèle front-middle et back office et leurs responsabilités sont définies selon les meilleures pratiques. Un manuel de procédures de gestion des opérations de la dette est élaboré ;</p> <p>Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.</p> <p>Le système d'enregistrement et de gestion de la base de données de la dette est amélioré.</p>
<b>Mauritanie</b>	2	<p>Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme.</p>	<p>Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie</p>

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons FY2024
		Appui au développement du marché intérieur des titres publics	recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.  Mise en œuvre des actions à court terme pour le développement du marché intérieur des titres publics.
<b>Niger</b>	1	Appui à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme- mission de suivi-	La SDMT développée contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.
<b>Togo</b>	1	Formation sur l'utilisation du cadre révisé de viabilité de dette CVD-PFR	Une meilleure connaissance du nouveau cadre de viabilité de la dette ainsi que de l'outil analytique permettant au personnel de mieux apprécier les vulnérabilités, la dynamique de la dette et le risque de surendettement
<b>Commission UMOA</b>	1	Formation sur l'utilisation du cadre révisé de viabilité de dette CVD-PFR ;	Une meilleure connaissance du nouveau cadre de viabilité de la dette ainsi que de l'outil analytique permettant au personnel de mieux apprécier les vulnérabilités, la dynamique de la dette et le risque de surendettement.
<b>Séminaire régional</b>	1	Séminaire régional sur la gestion de la dette et gestion du passifs conditionnels	La gestion des risques liés au portefeuille de la dette intègre les vulnérabilités liées aux passifs conditionnels.

Tableau 6. Missions prévues par pays en administration douanière

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2024
<b>Bénin</b>	1	Renforcement de la fonction de contrôle a posteriori	(Amélioration de la procédure, de la stratégie, de son organisation et de sa conclusion)
<b>Burkina Faso</b>	2	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
		Renforcement du suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière	Le suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière est amélioré
<b>Côte d'Ivoire</b>	1	Poursuivre le renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et dans le renseignement.	Plus de 15% des contrôles effectués par les agents de la surveillance proviennent de l'analyse des risques effectuée préalablement.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2024
Guinée	1	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
Guinée-Bissau	1	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
Mali	3	Renforcement du suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière	Le suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière est amélioré
		Renforcement de la fonction d'évaluation en douane et du centre technique d'expertise en valeur	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
		Procédures de digitalisation en douanes	Des procédures de digitalisation sont mises en œuvre sur la base du nouveau code des douanes.
Mauritanie	2	Renforcement de la gestion automatisée du risque.	Le système de gestion automatisée des risques est mis en place.
		Renforcement du suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière	Le suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière est amélioré
Niger	2	Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement (CAD).	Plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.
		Renforcer les principales fonctions de l'administration des douanes.	Le volet douanier du plan détaillé de mise en œuvre de l'intégration des plateformes digitales des administrations fiscale et douanière est disponible.
Sénégal	1	Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement (CAD).	Plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.
Togo	2	Renforcement de la fonction de contrôle a posteriori	(amélioration de la procédure, de la stratégie, de son organisation et de sa conclusion )
		Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.

Tableau 7. Missions prévues par pays en administration fiscale

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2024
Bénin	3	Participation à l'évaluation TADAT	L'évaluation TADAT est réalisée
		Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'actions post TADAT	Un plan d'actions post TADAT est élaboré et mis en œuvre
		Appui à l'élaboration d'une note conceptuelle ou d'un outil didactique autour d'un besoin exprimé par le pays	Une note conceptuelle ou un outil didactique est élaboré
Burkina Faso	3	Appui à la mise en place d'un dispositif d'analyse risque en	Un programme de contrôle base sur les risques est mis en œuvre



Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2024
		matière de programmation du contrôle fiscal	
		Appui à l'automatisation du dispositif d'analyse risque en matière de programmation du contrôle fiscal	40% du programme de contrôle fiscal 2024 est automatisé.
		Appui didactique à la réécriture des outils de pilotage du contrôle fiscal	Une nouvelle note portant orientation du contrôle est publiée
<b>Côte d'Ivoire</b>	3	Appui au renforcement de l'analyse risque dans la programmation des contrôles	Le dispositif en place est consolidé, les sources de données utilisées élargies et la proportion des contrôles issus de l'analyse risque est quantifiable
		Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de modernisation du recouvrement	Un plan de modernisation du recouvrement est élaboré et mis en œuvre
		Appui à l'élaboration d'une note conceptuelle ou d'un outil didactique autour d'un besoin exprimé par le pays	Une note conceptuelle ou un outil didactique est élaboré
<b>Guinée</b>	3	Suivi de la mise en œuvre du plan d'action Post-TADAT et mise à jour du plan de mobilisation des recettes (PMR) pour le compte de l'exercice 2023	Les indicateurs essentiels en matière de gestion, de contrôle et de recouvrement se consolident à la DGE et la DME
		Gestion des fonctions fiscales de base dans un contexte d'informatisation	Les procédures d'immatriculation et de gestion du répertoire des contribuables sont intégralement automatisées
		Appui à l'informatisation de la fonction de recoupement du renseignement à but fiscal	Les travaux conceptuels du dispositif de recoupements automatisés sont finalisés
<b>Guinée Bissau</b>	3	Appui à l'élaboration d'un plan de transfert du registre des contribuables de l'ancienne vers la nouvelle plateforme	Le transfert du registre des contribuables de l'ancienne vers la nouvelle plateforme est réalisé
		Appui à la mise en œuvre du plan d'élargissement et de fiabilisation du registre des contribuables	Le nombre de contributeurs effectifs et la qualité des informations du registre des contribuables progresse
		Appui à l'élaboration d'une note conceptuelle ou d'un outil didactique autour d'un besoin exprimé par le pays	Une note conceptuelle ou un outil didactique est élaboré
<b>Mali</b>	4	Participation à une mission d'évaluation post-TADAT	L'évaluation post-TADAT est réalisée.
		Appui à la modernisation du cadre organisationnel de gestion des moyennes entreprises	L'organisation des structures de gestion des moyennes entreprises est conforme aux standards

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2024
		Appui au renforcement des opérations fiscales des moyennes entreprises	Les indicateurs de gestion sont conformes aux standards.
		Appui au renforcement des capacités dans le secteur de gestion des moyennes entreprises	Deux actions de formation sont organisées au profit des gestionnaires et vérificateurs des moyennes entreprises.
<b>Mauritanie</b>	3	Appui à la mise en œuvre du plan de réorganisation du contrôle fiscal	L'organisation du contrôle fiscal se rapproche des standards internationaux
		Appui au renforcement de l'analyse risque dans la programmation des contrôles	Un plan de développement de l'analyse risque est élaboré et mis en œuvre
		Appui à l'élaboration d'une note conceptuelle ou d'un outil didactique autour d'un besoin exprimé par le pays	Une note conceptuelle ou un outil didactique est élaboré
<b>Niger</b>	3	Gestion des fonctions fiscales de base dans un contexte d'informatisation	Le taux d'automatisation de la gestion du répertoire des contribuables dans le logiciel SISIC s'améliore
		Appui à la collaboration impôts-douane	L'échange automatisé des informations entre la DGI et la DGD sur le statut du numéro d'identifiant unique (NIF) de chaque contribuable est effectif
		Lancement de la phase conceptuelle du dispositif de recoupements automatisés du renseignement à but fiscal	L'avant-projet de cahier des charges fonctionnel de l'outil de recoupements automatisés est disponible
<b>Sénégal</b>	3	Appui au renforcement du suivi et de pilotage du SRMT	Le suivi et le pilotage du SRMT est renforcé, une série d'indicateurs de mesure de la performance et de réduction des risques est exploitée et publiée régulièrement
		Appui au renforcement de l'analyse risque dans la programmation des contrôles	Le dispositif en place est consolidé, les sources de données utilisées élargies et la proportion des contrôles issus de l'analyse risque est quantifiable
		Appui à l'élaboration d'une note conceptuelle ou d'un outil didactique autour d'un besoin exprimé par le pays	Une note conceptuelle ou un outil didactique est élaboré
<b>Togo</b>	3	Finalisation de la mise en place du tableau de bord automatisé de suivi de la performance (TBA)	Le TBA est fonctionnel et utilisé par les services de gestion et de pilotage
		Lancement de la phase conceptuel du dispositif de recoupements automatisés	Un avant-projet de cahier des charges fonctionnel est élaboré
		Participation à l'évaluation TADAT	Une photographie précise des progrès et les marges de progrès de l'OTR est disponible

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2023
Guinée	4	Conduire une mission TADAT Renforcer les capacités des unités d'analyse risque des grands et moyens contribuables ; Renforcer la gestion informatisée des opérations fiscales ; Participer à la mission FAD	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'évaluation TADAT est réalisée</li> <li>• le pourcentage des déclarations néants et créditrices de TVA contrôlées atteint 25 pour cent aux grandes entreprises et 15 pour cent aux moyennes entreprises</li> <li>• 70 pour cent des inactifs et doublons sont éliminés de la base des contribuables informatisée (SGE et SME)</li> </ul>
Niger	3	Renforcer l'intégrité du registre des contribuables partagé avec la douane Participation à une mission FAD	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 80 pour cent des inactifs et doublons sont éliminés de la base des contribuables informatisée (DGE et DME)</li> <li>• la base des contribuables fiabilisée est partagée en temps réel avec la douane</li> </ul>
Togo	3	Renforcer les capacités de d'analyse risque de la Direction des grandes entreprises ; Renforcer les opérations fiscales : gestion des contribuables dans un environnement informatisé ; Participation à la Mission FAD	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le pourcentage des déclarations créditrices et néants de TVA contrôlées sur le segment des grandes entreprises atteint 30 pour cent</li> <li>• 100 pour cent des inactifs et doublons sont éliminés de la base des contribuables informatisée (DGE et DME)</li> </ul>

Tableau 8. Missions prévues en gestion des dépenses publiques (Budget)

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons FY2024
Bénin	1	Appui à la mise en œuvre des recommandations du PIMA et C-PIMA	Les capacités de la programmation, de la budgétisation et de l'exécution des investissements publics y compris les éléments liés au changement climatique sont renforcées
Burkina Faso	1	Poursuite de l'appui au renforcement de l'analyse des risques budgétaires, notamment sur les entreprises publiques, investissements publics et PPP	La capacité d'analyse des risques budgétaires est renforcée notamment sur ceux liés aux entreprises publiques, aux investissements publics y compris les PPP
Côte d'Ivoire	2	Poursuite de l'appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire	La capacité de la gestion du contrôle interne budgétaire est renforcée pour les premiers ministères pilotes et la capacité des formateurs relais est renforcée.
		Appui à la gestion budget vert / et à la gestion des investissements publics sensible au changement climatique (avec FAD)	Un plan d'action est disponible pour intégrer le changement climatique dans la gestion des investissements publics et dans la gestion des finances publiques
Guinée	1	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des AE et CP	Le cadre institutionnel portant la mise en œuvre des AE et CP est établi et la matrice des AE et CP est correctement remplie par les ministères sectoriels pilotes

<b>Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons FY2024</b>
<b>Guinée-Bissau</b>	1	Poursuite de l'appui à l'élaboration des cadres de documents de programmation économique et budgétaire pluriannuelle	Les capacités des ministères sectorielles et des institutions sont renforcés en vue de la mise en œuvre de la DPPD
<b>Mali</b>	2	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire	Le cadre institutionnel de la gestion du contrôle interne budgétaire est renforcé
		Poursuite de l'appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire	La capacité de la gestion du contrôle interne budgétaire est renforcée pour les premiers ministères pilotes et la capacité des formateurs relais est renforcée.
<b>Mauritanie</b>	1	Appui au renforcement de la gestion des investissements publics y compris les éléments liés au changement climatique	Un plan d'action est disponible pour renforcer la gestion des investissements publics y compris l'intégration des éléments liés au changement climatique
<b>Niger</b>	1	Appui au renforcement de la gestion des investissements publics y compris les éléments liés au changement climatique	Le cadre institutionnel de la gestion de l'investissement public en lien avec le changement climatique est renforcé.
<b>Sénégal</b>	1	Appui à la mise en œuvre des recommandations du PIMA et C-PIMA à travers l'élaboration d'un décret sur le cadre de la gestion des investissements publics	Le cadre institutionnel portant la gestion des investissements publics est renforcé.
<b>Togo</b>	1	Poursuite de l'appui à la programmation et la budgétisation des dépenses de personnel	Les capacités de la programmation et de la budgétisation des dépenses de personnel en mode programme sont renforcées.
<b>Régional</b>	2	Organisation du séminaire inter régional avec l'AFRITAC du Centre sur le renforcement de la gestion des investissements publics	Les bonnes pratiques régionales et internationales de gestion des investissements publics sont partagées et les capacités des participants sont renforcées.
		Organisation du séminaire inter régional sur la gestion des finances publiques sensible au climat (avec FAD et l'AFRITAC du Centre)	Les bonnes pratiques régionales et internationales de d'intégration de la perspective du changement climatique dans la gestion des finances publiques sont partagées et les capacités des participants sont renforcées.
<b>UEMOA</b>	2	Séminaire de validation du guide du contrôle interne budgétaire avec les états membre et la Commission de l'UEMOA	Un guide unique sur le contrôle interne budgétaire et comptable est validé.
		Elaboration du guide unique sur le contrôle interne budgétaire et comptable, en collaboration avec le conseiller Comptabilité et Trésor en intégrant le guide sur le contrôle interne comptable	Un guide sur le contrôle interne budgétaire et comptable est disponible pour les états membres de l'UEMOA.

**Tableau 9. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques  
- Comptabilité et Trésor**

<b>Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons AF2024</b>
<b>Bénin</b>	2	Appui à la mise en œuvre du passage à la comptabilité en droits constatés	Des fiches techniques sur la méthodologie de la revue qualité des états financiers sont disponibles et les capacités sont renforcées
		Appui à la poursuite de la consolidation et l'extension du CUT pour la couverture de son périmètre cible.	La Convention de tenue du CUT est adoptée.
<b>Burkina Faso</b>	2	Appui à la comptabilité en droits constatés : Poursuivre l'implémentation du dispositif de contrôle interne comptable	Le plan d'action pour le déploiement du contrôle interne comptable est bien suivi et la qualité comptable connaît une amélioration.
		Appui à la poursuite de la consolidation et l'extension du CUT pour la couverture de son périmètre cible.	La Convention de tenue du CUT est adoptée.
<b>Côte d'Ivoire</b>	2	Poursuite de l'appui à la comptabilité en droits constatés : documentation des opérations de fin de gestion	Un guide pratique sur l'exécution des opérations de fin d'exercice telles que les charges à payer, les produits à recevoir, détermination des différents résultats, est élaboré.
		Appui à la poursuite de la consolidation et l'extension du CUT pour la couverture de son périmètre cible.	La Convention de tenue du CUT est adoptée.
<b>Guinée</b>	1	Appui à l'informatisation de la comptabilité générale de l'Etat : Préparation de la clôture du premier exercice comptable sous l'exploitation du système d'information comptable (SCIE).	Les balances de clôture du premier exercice comptable sous l'exploitation du nouveau système informatique comptable sont fiabilisées.
<b>Guinée Bissau</b>	1	Appui au renforcement de l'organisation comptable et à l'amélioration de la qualité comptable	La tenue de la comptabilité s'est améliorée
<b>Mali</b>	1	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés : appui à la fiabilisation des états financiers	Le plan d'action de fiabilisation des états financiers en CDCP est disponible et les capacités sur la revue qualité des états financiers sont renforcées
<b>Mauritanie</b>	1	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés : préparation du premier bilan d'ouverture	Les comptes à reprendre au bilan d'ouverture sont définis et leurs opérations fiabilisées
<b>Niger</b>	1	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés : préparation du premier BO	Les comptes à reprendre au bilan d'ouverture sont définis et leurs opérations fiabilisées
<b>Sénégal</b>	2	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés : préparation du premier BO	Le plan d'action prioritaire en vue de préparer et fiabiliser le 1er BO est actualisé.
		Appui à la poursuite de la consolidation et l'extension du CUT pour la couverture de son périmètre cible.	La Convention de tenue du CUT est adoptée.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2024
<b>Togo</b>	2	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés : le contrôle interne comptable	Le plan d'action pour le déploiement du contrôle interne comptable est bien suivi et la qualité comptable connaît une amélioration.
		Appui à la poursuite de la consolidation et l'extension du CUT pour la couverture de son périmètre cible.	La Convention de tenue du CUT est adoptée.
<b>Régional</b>	1	Séminaire régional sur le traitement des restes à payer et des restes à recouvrer	Les capacités des participants sont renforcées et les expériences partagées
<b>Régional UEMOA</b>	2	Participation aux réunions de l'observatoire des finances publiques et du réseau de praticiens de l'UEMOA	Les capacités des cadres en charge de la gestion des finances publiques dans les pays de l'UEMOA sont renforcées en vue de mettre en œuvre les directives des finances publiques.
		Valider le guide unique sur le contrôle interne budgétaire et comptable avec les états membre et la Commission de l'UEMOA	Le guide est disponible et exploité
<b>Mission d'immersion</b>	1	Mission de 3 cadres d'un pays dans un pays plus avancé sur un thème à définir.	Les capacités sont renforcées et les expériences partagées
<b>Mission du département des finances publiques</b>	1	Participation du Conseiller à une mission du Département des finances publiques dans un pays couvert par AFRITAC Ouest	

Tableau 10. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons FY2024
<b>Bénin</b>	2	<p>Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014.</p> <p>Extension des autres tableaux du cadre d'analyse minimum aux sous-secteurs de l'administration publique</p> <p>Production d'une ébauche du bilan financier</p> <p>Élargissement du champ des statistiques de finances publiques au secteur de l'administration publique.</p> <p>Prise en compte des avantages en nature dans le TOFE</p>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2014.</p> <p>Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature</p> <p>Production de la situation consolidée de l'administration publique</p> <p>Production de la situation de trésorerie, du bilan financier et de la situation de la dette des sous-secteurs des collectivités locales, de la sécurité sociale et des unités extrabudgétaires.</p>
<b>Burkina Faso</b>	3	<p>Affinement des TOFE des sous-secteurs de l'administration publique selon le MSFP 2001/2014</p> <p>Elaboration du TOFE consolidé de l'administration publique selon le MSFP 2014</p> <p>Elaboration du TOFE des sociétés publiques à titre expérimental</p> <p>Elaboration du TOFE consolidé du secteur public à titre expérimental</p>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites régulièrement conformément au MSFP 2014.</p> <p>Le TOFE consolidé de l'administration publique est produit</p> <p>Le TOFE des sociétés publiques est produit à titre expérimental</p> <p>Le TOFE consolidé du secteur public est élaboré à titre expérimental</p>

<b>Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons FY2024</b>
		<p>Basculement au TOFE base MSFP 2014</p> <p>Intégration des opérations non monétaires dans le TOFE</p> <p>Affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>Production de la situation de la dette du secteur public</p> <p>Elaboration du bilan complet</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014</p>	<p>Le Burkina Faso a migré à la méthodologie du MSFP 2014</p> <p>Les opérations non monétaires sont intégrées dans le TOFE</p> <p>Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont affinées pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>La situation de la dette du secteur public est produite</p> <p>Le bilan complet est élaboré</p> <p>Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014</p>
<b>Côte d'Ivoire</b>	2	<p>Affinement des TOFE des sous-secteurs de l'administration publique selon le MSFP 2014</p> <p>Affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie</p> <p>Elaboration du TOFE consolidé de l'administration publique selon le MSFP 2014</p> <p>Intégration des avantages en nature dans le TOFE</p>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites régulièrement conformément au MSFP 2014.</p> <p>Production de la situation consolidée de l'administration publique</p> <p>Elaboration sur une base expérimentale du TOFE du sous-secteur des sociétés publiques</p> <p>Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature</p>
<b>Guinée</b>	3	<p>Affinement et production du TOFE de l'administration centrale budgétaire selon le MSFP 2014</p> <p>Production des TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale à titre expérimental</p> <p>Basculement au TOFE base MSFP 2014</p> <p>Production des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>Intégration des opérations non monétaires dans le TOFE</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014</p>	<p>Le TOFE de l'administration centrale budgétaire est produit selon le MSFP 2014 en cohérence avec celui base MSFP 1986 (double commande)</p> <p>Les TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale sont produits à titre expérimental</p> <p>La Guinée a migré à la méthodologie du MSFP 2014</p> <p>Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont produites pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>Les opérations non monétaires sont intégrées dans le TOFE</p> <p>Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014</p>
<b>Guinée-Bissau</b>	2	<p>Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014</p> <p>Ébauche des situations de la dette et des flux de trésorerie</p> <p>Affinement des tables de passage de la sécurité sociale et des collectivités locales</p>	<p>Production du TOFE des sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) selon le MSFP 2014</p> <p>Production du TOFE du sous-secteur des unités extrabudgétaires</p> <p>Formation des acteurs de finances publiques</p>



<b>Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons FY2024</b>
		<p>Élargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteur des unités extrabudgétaires</p> <p>Encadrement des travaux du comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).</p>	<p>Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum selon le MSFP 2014</p>
<b>Mali</b>	2	<p>Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014 des sous-secteurs de l'administration publiques</p> <p>Affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie</p> <p>Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</p>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum du central budgétaire</p>
<b>Mauritanie</b>	2	<p>Reprise des travaux de production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</p> <p>Élaboration des ébauches des autres tableaux du cadre d'analyse minimum</p> <p>Examen des données pour l'élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</p> <p>Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).</p>	<p>La table de passage de l'administration publique centrale budgétaire est finalisée et les versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2014 (décembre 2022) ;</p> <p>Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature</p> <p>Mise en place d'un comité SFP élargi</p>
<b>Niger</b>	2	<p>Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014.</p> <p>Affinement de la situation de la dette et de la situation de trésorerie.</p> <p>Élargissement du champ de couverture des SFP</p> <p>Intégration des avantages en nature dans le TOFE</p>	<p>Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2014.</p> <p>Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum selon le MSFP 2014</p> <p>Elaboration de l'ébauche de la table de passage des unités extrabudgétaires</p> <p>Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature</p>
<b>Sénégal</b>	2	<p>Affinement des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique.</p> <p>Production de la situation consolidée de l'administration publique selon les normes et délais de la NSDD</p> <p>Élargissement des statistiques au secteur public</p> <p>Élargissement du champ des tableaux du cadre d'analyse minimum.</p> <p>Production du compte de patrimoine</p> <p>Intégration des avantages en nature dans le TOFE</p>	<p>La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD</p> <p>Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature</p> <p>Production du compte de patrimoine</p> <p>Élargissement du champ de couverture de la dette au secteur public</p> <p>Et des situations consolidées de :  <i>De l'administration publique</i>  <i>Du secteur public</i></p>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons FY2024
		Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).	
<b>Togo</b>	3	<p>Production du TOFE de l'administration centrale budgétaire selon le MSFP 2014.</p> <p>Production des TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale à titre expérimental</p> <p>Production des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>Intégration des opérations non monétaires dans le TOFE</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014</p>	<p>Le TOFE de l'administration centrale budgétaire est produit selon le MSFP 2014</p> <p>Les TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale sont produits à titre expérimental</p> <p>Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont produites pour l'administration centrale budgétaire</p> <p>Les opérations non monétaires sont intégrées dans le TOFE</p> <p>Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014</p>

Tableau 11. Missions prévues par pays et institution en Statistiques du secteur réel

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons FY2024
<b>Bénin</b>	2	Amélioration du dispositif des CNT	Le calendrier des fêtes est disponible ; Les modèles de CVS sont identifiés pour chaque activité; Une série de PIB trimestriel CVS 2015-2022 est disponible;
		Amélioration du délai de publication des comptes nationaux 2017-2021	Les sources sont traitées ; Les travaux décentralisés sont réalisés ; Les CN 2017-2021 sont élaborés
<b>Burkina Faso</b>	1	Mise en place année de base 2019 et élaboration des comptes financiers	Les collectes de données incluant les sources administratives sont conduites ; Les opérations financières sont traitées
<b>Côte d'Ivoire</b>	2	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008: alignement des CNT	La base TVA est reconstituée ; les IHF et les CN sont mis en cohérence
		Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008: séquence des comptes jusqu'aux comptes financiers	Les sources sont collectées et traitées par l'INS;
<b>Guinée</b>	2	Compilation des CN 2021 et 2022 selon le SCN 1993 et rebasage des comptes selon le SCN 2008	Les sources des CN 2021 et 2022 sont collectées et traitées ;
		Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008: CN 2018 et 2019	Les sources sont collectées et traitées par l'INS;
<b>Guinée-Bissau</b>	1	Compilation des CN 2021 et 2022 selon le SCN 2008 et rebasage des comptes	Les sources sont collectées et traitées par l'INS; Un bilan diagnostic de la base 2015 est disponible

<b>Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons FY2024</b>
<b>Mali</b>	2	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008: retropolation	Les sources sont collectées et traitées ;
		Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008: alignement des CNT (CVS)	Les sources sont collectées et traitées par l'INS;
<b>Mauritanie</b>	1	Les CNT et les comptes financiers sont produits	Les sources sont collectées et traitées par l'INS;
<b>Niger</b>	1	Mise en place d'une nouvelle année de base selon le SCN 2008	Un bilan diagnostic de la base 2015 est effectué ; Les notes méthodologiques des études sont disponibles
<b>Sénégal</b>	2	Mise en place d'une nouvelle année de base selon le SCN 2008	Un bilan diagnostic de la base 2014 est effectué ;
		Elaboration des CNT et des comptes financiers	Les sources sont collectées et traitées par l'INS;
<b>Togo</b>	2	Elaboration des comptes financiers	Les collectes de données sont conduites ; Les opérations financières sont traitées
		Elaboration des CNT CVS	Le calendrier des fêtes est disponible; Les modèles de CVS sont identifiés pour chaque activité ; Une série de PIB trimestriel CVS 2015-2022 est disponible;

Tableau 12. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires

Institutions/ Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2024
<b>BCEAO / SGCBU</b>	12	Renforcement de la réglementation bancaire et supervision basée sur les risques.	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Préparation d'un cadre de collecte des données liées au risque climatique (taxonomie et cadre comptable).</li> <li>❖ Revue d'un projet de texte réglementaire relatif à la gestion du risque climatique.</li> <li>❖ Revue d'une note d'orientation relative au dispositif prudentiel applicable aux institutions de microfinance.</li> <li>❖ Revue du projet de dispositif prudentiel applicable aux institutions de microfinance.</li> <li>❖ Appui pour la publication d'un texte réglementaire applicable au financement participatif.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle des risques de fraude.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle des compagnies financières.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU à la conduite de revue de la qualité des actifs.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle sur pièces et sur place du risque de liquidité.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU à la prise en compte prudentielle du risque climatique.</li> <li>❖ Formation au risque de marché et à son contrôle.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU à l'instruction des dossiers d'agrément.</li> </ul>
	1	Amélioration des exigences réglementaires en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel.	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Revue d'avancement de l'implémentation des normes IFRS.</li> </ul>
<b>AMF</b>	2	Mise en place de la supervision basée sur les risques.	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Appui à la formalisation d'un cahier des charges pour la constitution d'un recueil des textes réglementaires applicables.</li> <li>❖ Formation des cadres et agents de l'AMF à la supervision basée sur les risques.</li> </ul>
<b>Guinée</b>	5	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire.	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Réalisation d'une étude d'impact relative au ratio de liquidité à court terme.</li> <li>❖ Finalisation d'un projet d'instruction relatif au ratio de liquidité à court terme.</li> <li>❖ Révision des textes réglementaires relatifs aux relations avec les apparentés et à la division des risques.</li> <li>❖ Etablissement d'une feuille de route des besoins d'adaptation de la réglementation.</li> <li>❖ Mise en place d'un système d'indicateurs d'alerte précoce.</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	4	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire.	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Révision des procédures de contrôle sur place.</li> <li>❖ Révision des procédures de contrôle sur pièces</li> <li>❖ Adaptation des outils prudentiels de supervision.</li> <li>❖ Rédaction d'un projet de texte renforçant les obligations réglementaires en matière de cybersécurité.</li> </ul>

Tableau 13. Missions prévues par pays en Analyse macroéconomique et budgétaire

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2024
<b>Bénin</b>	1	Renforcer l'analyse des risques budgétaires (projet avec FAD)	La quantification de deux risques budgétaires spécifiques est renforcée
<b>Burkina Faso</b>	2	Renforcer l'analyse des risques budgétaires (SOEs, investissements publics et PPP) Améliorer la pratique et les outils de prévision des recettes.	La quantification et l'analyse des risques liés aux entreprises publiques, aux investissements publics et aux PPP sont renforcées dans la DRB Le processus de préparation des prévisions de recettes est amélioré ; Les outils de prévision des principales recettes fiscales sont améliorés
<b>Côte d'Ivoire</b>	2	Renforcer la gestion des risques budgétaires Atelier de formation, analyse de la viabilité de la dette	La pratique d'analyse des risques macroéconomiques est améliorée L'analyse de viabilité de la dette est mieux intégrée dans les processus de préparation des cadres à moyen terme
<b>Guinée</b>	1	Renforcer l'analyse des risques budgétaires	Les risques macroéconomiques sont analysés et quantifiés - Une déclaration de qualité sur les risques budgétaires est annexée au projet de loi de finances 2024
<b>Guinée-Bissau</b>	1	Cadrage des dépenses à moyen terme et amélioration du DBPEP	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires ; Un outil de cadrage des dépenses à moyen terme est opérationnel
<b>Mali</b>	1	Renforcer la pratique de cadrage macroéconomique et de quantification des risques macroéconomiques	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires ; La pratique de cadrage macroéconomique est renforcée avec l'utilisation de MME_DNPD rénové
<b>Mauritanie</b>	3	Opérationnaliser le dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire	Le dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire produit un cadrage macroéconomique intégré dans le DPMT ; Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires
<b>Niger</b>	1	Analyse des risques budgétaires (avec FAD)	Une déclaration sur les risques budgétaires est annexée au projet de loi de finances 2024
<b>Sénégal</b>	1	Améliorer la prévision du TOF APU	Le modèle de cadrage macroéconomique intègre un TOF de l'administration publique
<b>Togo</b>	1	Renforcer l'analyse des risques macroéconomiques	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques